

Le sacrifice inutile

Paul Dumouchel

Les premières années de Walter Benjamin

Antonia Grunenberg

Future generations, Power and Democracy

Gustaf Arrhenius

De Suez à Panama

Robert Ilbert

Penser le web collectivement

Jean-Michel Salain

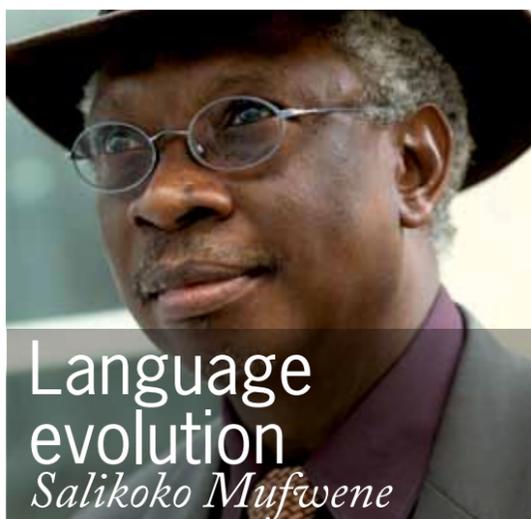
Étonnement et souvenir chez Scorsese

Patrizia Lombardo



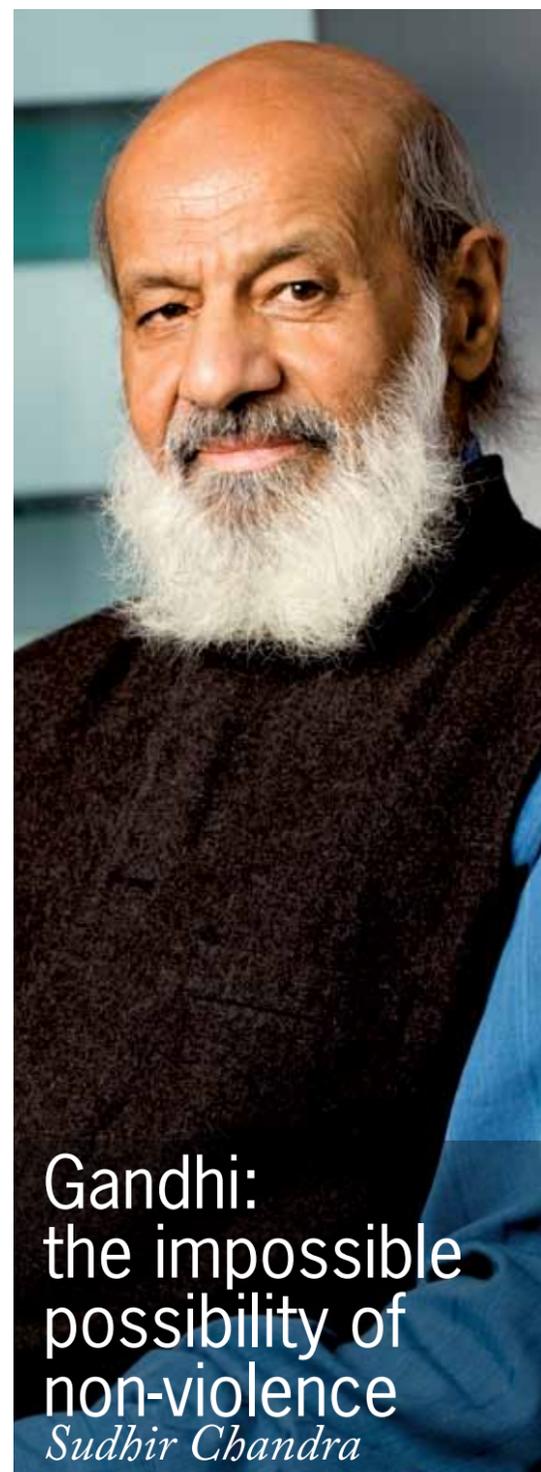
Corporalité et épistémologie en Islam

Rudolph Ware



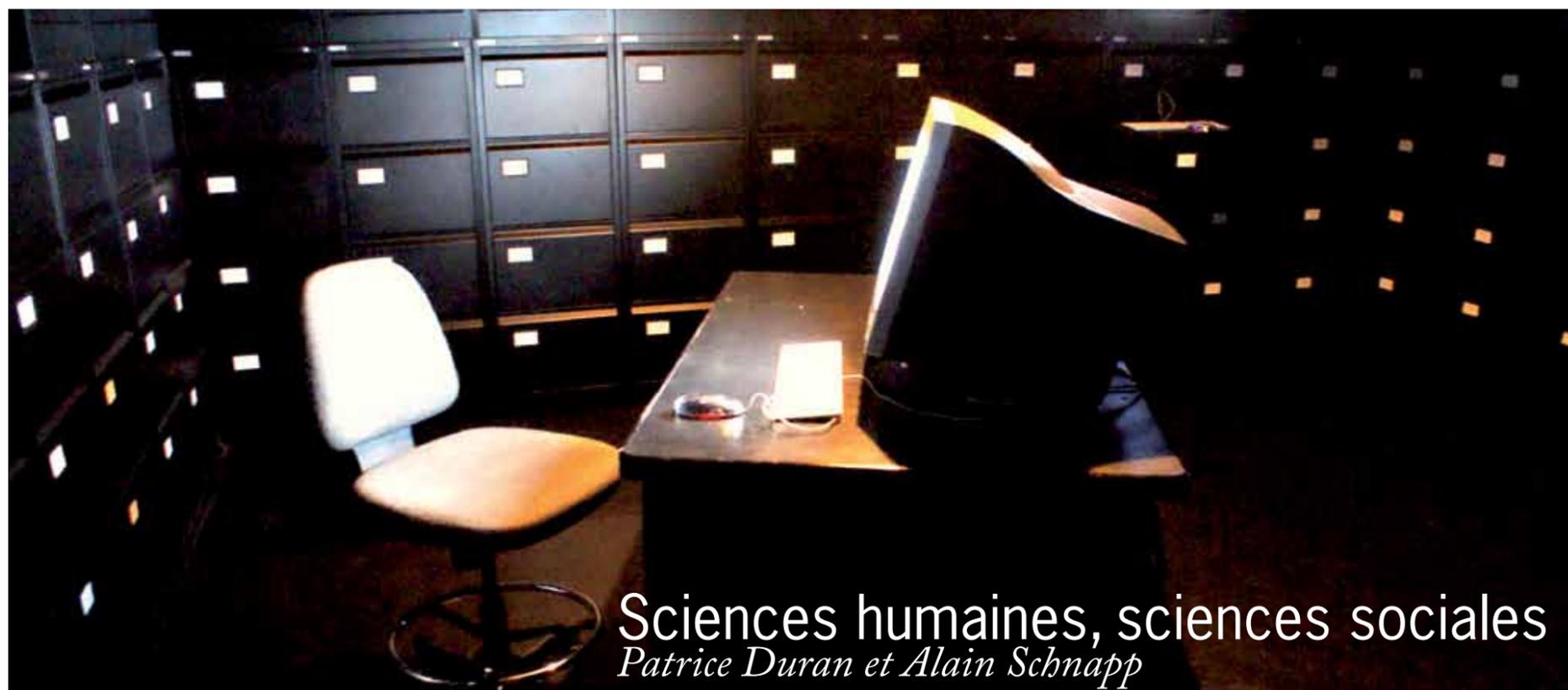
Language evolution

Salikoko Mufwene



Gandhi: the impossible possibility of non-violence

Sudhir Chandra



Sciences humaines, sciences sociales

Patrice Duran et Alain Schnapp

SOMMAIRE

ÉDITO

Jacques Commaille et Olivier Bouin |
président et directeur du RFIEA

ÉDITO	2
Jacques Commaille et Olivier Bouin président et directeur du RFIEA	
LANGUAGE EVOLUTION: AN ECOLOGICAL PERSPECTIVE	3
Salikoko Mufwene résident au Collegium de Lyon	
SCIENCES HUMAINES, SCIENCES SOCIALES	4
Patrice Duran et Alain Schnapp directeurs de l'IEA-Paris	
LE SACRIFICE INUTILE	6
Paul Dumouchel résident à l'IEA-Paris	
GANDHI: THE IMPOSSIBLE POSSIBILITY OF NON-VIOLENCE	7
Sudhir Chandra résident à l'IEA de Nantes	
WALTER BENJAMIN	8
Antonia Grunenberg résidente à l'IEA de Nantes	
FUTURE GENERATIONS, POWER AND DEMOCRACY	10
Gustaf Arrhenius résident à l'IEA-Paris	
DE SUEZ À PANAMA	12
Robert Ilbert président de l'IMÉRA d'Aix-Marseille	
CORPORALITÉ ET ÉPISTÉMOLOGIE EN ISLAM	13
Rudolph Ware résident à l'IMÉRA d'Aix-Marseille	
PENSER LE WEB COLLECTIVEMENT	14
Jean-Michel Salaün résident au Collegium de Lyon	
RÉSIDENTS 01/06 2011	15
MISCELLANÉES	15
ÉTONNEMENT ET SOUVENIR CHEZ SCORSESE	16
Patrizia Lombardo membre du conseil scientifique du RFIEA	

perspectives n. 4

Parution : avril 2011

Directeur de la publication : Olivier Bouin

Édition : Julien Ténédos

Crédits photos : Gustaaf Arrhenius, Sudhir Chandra, Paul Dumouchel et Salikoko

Mufwene / © Christophe Delory

Couverture : Marc Wathieu pour *The File Room* d'Antoni Muntadas ; *Student Studying**Koran*, © Remi Benali/Corbis ; p. 3, © Knauer/Johnston ; p. 4, Bibliothèque Sainte-Geneviève, © René Mattes/Hemis/Corbis ; p. 13, *Children Reading During Koran**School*, © Lawrence Manning/Corbis ; p. 16, affiche du film *Shutter Island* : DR.

L'équipe du RFIEA tient à remercier chaleureusement pour leur contribution :

Gustaf Arrhenius, Sudhir Chandra, Paul Dumouchel, Patrice Duran, Antonia

Grunenberg, Robert Ilbert, Patrizia Lombardo, Salikoko Mufwene, Jean-Michel

Salaün, Alain Schnapp et Rudolph Ware. Nous remercions également les éditions Actes

Sud, les éditions Flammarion et les Éditions de Minuit pour leur aimable autorisation à

reproduire les textes p. 6 ; p. 12 et p. 16, ainsi que Marie-Jeanne Barrier, Marie-Thérèse

Cerf, Pascale Hurtado, Anne-Cécile Mercier et Mylène Trouvé pour leur collaboration.

Tous droits réservés pour tous pays.

Dans un contexte où l'internationalisation devient un des attributs essentiels de la recherche, le constat a été fait au début des années 2000 que la France, à la différence de beaucoup de pays européens et de nombreux autres pays dans le monde, ne disposait pas d'instituts d'études avancées (IEA). Grâce à l'initiative d'acteurs importants de la recherche française en sciences humaines et sociales, quatre IEA à Lyon, Marseille, Nantes et Paris ont vu le jour à partir de 2006. L'intérêt et le soutien financier apportés par l'État, ont abouti à la création en 2007 d'une fondation de coopération scientifique, le Réseau français des instituts d'études avancées (RFIEA), pour accompagner et coordonner le développement de ces quatre instituts accueillant des chercheurs de haut niveau. Après quelques années de développement soutenu, la réalisation de cette première phase est en bonne voie.

Mais la mise en œuvre de structures d'accueil, même prestigieuses et dotées de moyens importants, ne saurait suffire à remplir les objectifs d'une politique d'internationalisation. Celle-ci doit également se manifester par une volonté d'insertion et comporter des actions de prospection. Tel est le sens des initiatives prises par le RFIEA pour contribuer à l'insertion des quatre instituts d'études avancées français dans les réseaux européens et internationaux d'institutions équivalentes.

Rien n'illustre mieux la réussite du RFIEA dans cette mission que la conception et la coordination d'EURIAS (*European Institutes for Advanced Study*, programme de mobilité internationale cofinancé par l'action COFUND de la Commission européenne) ; les accords noués avec l'Agence universitaire de la Francophonie ; l'attribution du secrétariat général du *Network of European Institutes for Advanced Study* (NETIAS) ; l'entrée de la fondation dans le *Steering Committee* du réseau *University-based Institutes for Advanced Study* (UBIAS) ainsi que le partenariat avec le *Social Science Research Council* (SSRC).

La force et l'originalité de la France en la matière est d'être devenue un partenaire d'autant plus visible et influent que tout en favorisant la participation de ses quatre IEA à ces instances de concertation internationale,

cette participation bénéficie d'une structure de coordination sans équivalent chez nos partenaires.

Progressivement, il est apparu que l'optimisation de la politique d'accueil des IEA devait passer par une inscription plus systématique dans les dispositifs français à l'étranger. C'est cette considération qui est au fondement du réseau *SHS3i* porté par le RFIEA dont on espère que toutes les conditions nécessaires à son développement seront réunies dans un proche avenir. En concevant un maillage qui, au-delà des quatre IEA, implique les cinq Écoles françaises à l'étranger et une dizaine d'unités mixtes - Instituts français de recherche à l'étranger (UMIFRE), le but fixé est à la fois de mettre en place un véritable multiplicateur des échanges scientifiques internationaux en sciences humaines et sociales et de se donner les moyens de disposer d'un observatoire des potentiels d'excellence, des courants de recherche novateurs, des forces scientifiques d'avenir dans différentes régions du monde. Loin d'être pensé comme un dispositif élitiste réservée à quelques-uns et à quelques lieux, l'ensemble de cette politique d'internationalisation est inspiré par la volonté de provoquer des synergies pour la recherche française en sciences humaines et sociales.

Soucieux de devenir un opérateur de l'internationalisation au service des quatre IEA français et plus largement de l'ensemble du potentiel de recherche français en SHS, le RFIEA ne saurait réduire sa vocation à une simple structure de service. Ce qui est en jeu dans toutes ces entreprises, la formulation du projet *SHS3i* le montre à l'évidence, c'est une réponse adaptée à l'avènement d'un nouveau régime de connaissance en sciences humaines et sociales où sont posées des questions de nature épistémologique et institutionnelle sur les conditions de production de la recherche, la redéfinition des frontières de l'interdisciplinarité (y compris avec les autres sciences que les sciences humaines et sociales) et l'innovation scientifique au service de laquelle le dispositif IEA-RFIEA pourrait devenir un incubateur, grâce au principe de liberté au cœur de la conception de ses espaces et de ses modes de travail et d'échanges et à son esprit d'ouverture internationale.

LANGUAGE EVOLUTION: AN ECOLOGICAL PERSPECTIVE

Salikoko Mufwene | résident au Collegium de Lyon

Professeur de linguistique à l'université de Chicago, Salikoko Mufwene est aussi affilié au Committee on Evolutionary Biology, au département de Comparative Human Development et au Center for the Study of Race, Politics, and Culture de la même université. Ses recherches portent sur l'évolution linguistique ainsi que sur l'évolution phylogénétique du langage. Son approche écologique du langage s'inspire du modèle de la génétique des populations et de la macro-écologie.



Language is a complex phenomenon and it can be examined from different complementary perspectives, including but certainly not limited to its modular architecture, its functions as means of communication and as identity marker, and its relation to cognition as catalog of knowledge and experience. In the context of my current research on language evolution, I have chosen to conceive of it both as a complex adaptive system and as a piece of technology that was built incrementally and has been modified several times over by its users and makers (speakers and signers alike) to meet their current communicative needs, under the influence of habits developed previously. The succession of these adaptive modifications, which often entail no improvements, is what evolution boils down to. I mean by “language” (without an article!) what is identified in French as *le langage*, an abstraction of convenience for the common characteristics of individual languages, which downplays diversity among them.

Various generations of individuals have successively and collectively contributed to the current states of individual languages as pieces of technology, contributing or modifying a component or a function at a time, subject to various direct and indirect ecological factors, as explained below. At the population level, the process of producing technology involves innovators and copiers. This state of affairs introduces variation and therefore competition and selection, as different innovators often introduce variants

(forms or structures) for the same functions. The copiers show preference for one or the other, for various reasons, such as what is more efficient, what is less costly (say, in terms of energy), or what is easier to use. This complex communal process reduces variation to smaller ranges of variants acceptable to the population using the technology. These considerations apply to language too, for instance, regarding words or particular constructions intended to describe particular activities, emotions, or states of minds. In time, self-organization produces communal norms, which typically just reduce variation and define patterns thereof. Thus, in French, one can say *le livre dont Marie m'a parlé* just as another can say *le livre dont m'a parlé Marie*. Linguists think of these (variable) patterns as fitting into “systems,” but we could also identify them as “emergent patterns,” in the language of complexity theory. The convergent processes that produce them are hardly controlled by the speakers or signers of the relevant languages, because languages do not emerge by design.

My research at the Collegium de Lyon is an extension of my ecological approach to language evolution as explained in my books *The Ecology of Language Evolution*¹, *Créoles, écologie sociale, évolution linguistique*², and *Language Evolution: Contact, competition and change*³. Inspired by population

1. Cambridge University Press, 2001, 276 p.

2. L'Harmattan, 2005, 230 p.

3. Continuum, 2008, 376 p.

genetics and macroecology, I then focused on how indirect external ecological factors (e.g., population movements, the particular dialect mix of the allopatric population, the kinds of languages spoken by the people they came in contact with in the colony, and population structure, which determines patterns of social interaction) influenced language change. I attempted especially to explain the ecological factors that trigger or favor the speciation of some dominant languages into new varieties and, in some cases, the concurrent, or perhaps consequent, loss of the socially “weaker” languages. I started with the emergence of creole language varieties; then I extended the approach to all colonial varieties of the imperial European languages (especially English and French), and even to the dispersal and diversification of Indo-European and Bantu languages, the families I understand the best.

Impressed by the explanatory power of the ecological approach, particularly regarding the actuation of change, I now attempt to apply it to the protracted phylogenetic evolution of language or languages. I project an evolutionary trajectory

I attempted to explain the ecological factors that trigger or favor the speciation of some dominant languages into new varieties and, in some cases, the concurrent, or perhaps consequent, loss of the socially “weaker” languages.

that extends from what can be identified as *Homo tacitus* (corresponding to any of our early hominid ancestors up to *Homo habilis*) to *Homo loquens* to meet various pressures to communicate, in increasingly more complex ways, at various stages of the hominid evolution all the way to Late homo sapiens. Following Brian Arthur⁴, I interpret technology as whatever an individual or population develops, physical or mental, to serve some purpose. This includes solving communicative problems.

The structure of a particular piece of technology need not be monolithic; it can involve components of different natures, as with computers, which consist of both hardware (which is physical) and software (which includes various complex

abstract algorithms). In the case of language, hominids domesticated their own anatomy, viz., the lungs and the bucco-pharyngeal structure to speak and the hands to sign. The vocal and manual signs produced are physical; they carry meanings, mental abstractions packaged into information chunks of different sizes, without which the vocal and manual gestures would have no significance in communication. All this is the essence of the linguistic technology, though I am oversimplifying things in this short exposition of an architecture that is much more complex, as several modules run concurrently when we speak or sign, as well as when we process utterances (spoken or signed).

From a phylogenetic perspective, the concurrently evolving mind and social structures played a critical role in the gradual invention of language, but the architecture of this emergent technology was subject to the direct ecological constraints that the human body imposed. This can be conceived of on the model of the production of music, which is constrained by the particular instruments used, including the singer's vocal organs. Music produced with a

and signing captures it more iconically than English. An aside of this phenomenon is the question of how language of thought or conceptualization is correlated with the languages we speak or sign. Although the language of thought is less constrained by time, and it need not be subject to linearity, can populations have been so influenced by their languages that their conceptual patterns correspond the ways the information is packaged into words and phrases, variably from one language to another? Cognitive linguists and linguistic anthropologists should be interested in this kind of question.

Phonology (the particular ways that sounds can be combined into words in a particular language) and syntax (how words can be structured into sentences of different kinds) are derivative consequences of linearity. They illustrate the arbitrariness of cultural conventions, which must be learned. Other kinds of cognitive factors impose constraints on, for instance, how related constituents can be moved in a sentence, such as when we ask questions and move the question word to the beginning of a sentence in European languages, or when we form a relative clause and move the element in focus to the beginning of a clause (as in *the man, whom you talked to*). The constraint in this particular case has to do with keeping track of the moved constituent (*whom*) and tracing it easily to the relevant position in the sentence (marked by “0”) — I have coindexed them in the example with the subscripted “i.”

Among my research questions are the following: 1) When did particular aspects of language emerge in human phylogeny? 2) What particular evolutionary stages of human anatomy and mind favored these evolutions? 3) How did the changes happen? 4) What particular developments may be considered as consequences of which earlier evolutionary stages? 5) What led to complexity in the emergent languages? 6) What are the consequences of thinking of languages as complex adaptive systems? 7) Does linguistic diversity today provide any hints about whether the origins of language or languages are monogenetic or polygenetic? These are plenty of research questions to keep me busy for the next few years.

4. *The Nature of Technology: What it is and how it evolves*, Free Press, 2009, 256 p.

SCIENCES HUMAINES, SCIENCES SOCIALES

Patrice Duran et Alain Schnapp | directeurs de l'IEA-Paris

Patrice Duran est professeur de sociologie, ancien directeur du département de Sciences sociales de l'École normale supérieure de Cachan et membre de l'Institut des Sciences sociales du politique. Ses domaines d'enseignement et de recherche concernent notamment la théorie sociologique, la sociologie politique et la sociologie du droit. Alain Schnapp, ancien élève de Pierre Vidal-Naquet, est professeur d'archéologie grecque à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ancien directeur



Photo : Bibliothèque Sainte-Geneviève, © René Mattes/Hemis/Corbis

En tant qu'héritiers de traditions scientifiques différentes, comment envisagez-vous l'articulation entre sciences sociales et sciences humaines ?

Patrice Duran : Je ne parlerai pas de traditions scientifiques différentes en l'espèce, mais plutôt de perspectives d'analyse ou d'orientations de recherche différentes. Compte tenu de nos trajectoires personnelles, disons justement que notre coopération exprime bien les liens qui peuvent exister entre ce que j'appellerai pour faire vite les « humanités classiques » et les « humanités modernes ».

Parler de leur articulation pré-suppose qu'elles existent réellement en blocs distincts et aisément identifiables, or il n'en est rien. C'est comme pour les humanités, il est toujours délicat de savoir ce que l'on range précisément sous cette plaque d'immatriculation. La philosophie

en fait-elle partie ? Pour certains, oui ; pour d'autres, non. C'est bien la raison qui a conduit à s'accorder sur une appellation commune : les sciences de l'homme et de la société (SHS). Le champ couvert est vaste qui va de la philologie à l'économie, sans oublier les sciences juridiques. On peut ainsi y voir une collection de « disciplines » qui diffèrent d'ailleurs selon les contextes nationaux de leur institutionnalisation ; institutionnalisation qui n'est d'ailleurs pas sans risque tant elle tend à enfermer les savoirs dans des murs étroits de catégories parfois plus administratives que réellement scientifiques, qui ont tôt fait de faire du scientifique un « spécialiste », voire un « expert ». C'est une raison qui m'incite à parler de « sciences » plus que de disciplines.

Il est très difficile de tracer des frontières, car elles sont immédiatement – et

heureusement – poreuses. De plus, on le sait, c'est toujours dans les marges que naissent les innovations. L'interpénétration est aujourd'hui la règle. La modélisation n'est plus l'apanage des seuls économistes, elle n'est pas étrangère aux historiens. En même temps, il est clair que les sciences sociales ne sauraient éviter la présence massive de l'histoire : dès lors qu'elles se veulent des *Wirklichkeitswissenschaften*, des sciences de la réalité empirique, elles sont par nature des sciences historiques. De même, les statistiques ne sont plus réservées aux seules sciences dites sociales, elles sont aussi présentes dans les études littéraires. Les sciences sociales ne sauraient se cantonner à la réception des œuvres artistiques et exclure le moment de leur création. En effet, s'intéresser aux conduites sociales ne signifie pas qu'il faille se satisfaire de la seule observation des

comportements et ignorer la dimension forcément subjective de toute action sociale. Nous n'en sommes plus à une opposition entre explication et compréhension, de même qu'il serait ridicule d'opposer une culture traditionnelle qui serait celle des humanités et une culture de sciences sociales. Refuser une opposition souvent de plus en plus factice entre les sciences ne doit pas conduire non plus à inventer une unité factice des SHS. Les SHS reposent sur un pluralisme méthodologique qui prend sa source dans les diverses façons qu'elles ont d'interroger leurs objets. De surcroît, aucune science ne repose sur un seul paradigme, c'est bien pour cela qu'il convient de conserver un pluralisme des perspectives de recherche et de rester vigilant sur la nature du travail scientifique. Cette vigilance est au cœur de l'activité d'un IEA qui doit défendre une conception ouverte de la science.

Alain Schnapp : Pour rester dans le cas français, on peut voir à quel point une opposition entre sciences humaines et sciences sociales est peu fondée. C'est une banalité d'affirmer que la tradition sociologique durkheimienne s'est construite sur un large échange entre sciences sociales et sciences de l'homme. La passion de Mauss pour le sanskrit, celle d'Henri Hubert pour la préhistoire ou de Louis Gernet pour le monde grec antique sont là pour témoigner que le dialogue entre sciences de l'homme et sciences sociales a constitué un des socles du succès de la revue *L'Année sociologique*. La linguistique et la philologie ont joué dans cet essor un rôle déterminant. Le succès des *Annales* dans la perspective de Bloch et Febvre illustre d'un autre point de vue les avantages d'une confrontation structurelle de l'histoire avec les sciences sociales dans leur ensemble.

de l'UFR d'histoire de l'art et d'archéologie de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et ancien directeur général de l'Institut national d'histoire de l'Art (INHA). Ses activités de recherche portent sur trois domaines : l'anthropologie de l'image en Grèce ancienne, l'histoire de l'archéologie et l'étude urbaine des cités et territoires du monde grec.

Ce fut le génie de Braudel d'avoir en quelque sorte institutionnalisé ce débat en créant la VI^e section et la fondation Maison des Sciences de l'homme. Ce n'était pas un pari gagné et certaines voix se firent longtemps entendre pour questionner la présence de la philologie ou de l'archéologie dans ces deux institutions. Tout cela semble acquis aujourd'hui et pourtant les échanges semblent parfois plus difficiles et plus sporadiques, comme si le développement même des disciplines et l'éclosion de centres et de revues spécialisées avaient conduit à un renfermement disciplinaire qui rend malaisé l'articulation entre sciences de l'homme et de la société. Les contraintes qui pèsent sur les jeunes chercheurs, les exigences du « publish or perish » semblent avoir conduit à un certain retour à la spécialisation malgré les appels répétés à une pluridisciplinarité plus emphatique que réelle. D'où la nécessaire vigilance qui doit être la nôtre.

Dans ce contexte, quel peut-être le modèle d'un IEA comme celui de Paris ? Et comment peut-il favoriser le dialogue entre sciences humaines et sciences sociales ?

Alain Schnapp : Chaque génération de savants est marquée par un certain modèle de recherches. La création en 1868 de l'École pratique des hautes études (EPHE) a été une réponse apportée par le second empire à la crise de l'université française, tout particulièrement dans le domaine des sciences historiques et philologiques. Celle du CNRS en 1939 répondait à un besoin de développer la recherche fondamentale. Aux États-Unis une dizaine d'années plus tôt (1930), le grand réformateur des hôpitaux et de l'enseignement supérieur, Abraham Flexner, convainquit la famille Bamberger de créer une institution inédite, l'*Institute of Advanced Study*, dont le succès, dû en grande partie à l'exil des élites européennes face au nazisme, fut immédiat. L'institut de Princeton, ouvert à l'ensemble des disciplines, est à la fois une structure de recherche permanente qui regroupe quelques dizaines de savants du plus haut niveau et un lieu de sociabilité qui accueille chaque année 200 chercheurs de tous horizons. Ce modèle, qui offre au chercheur du temps et du calme, hors des pressions quotidiennes de la vie académique, a connu partout un succès sans

précédent. La formule correspond sans doute à une nécessité, elle contribue à protéger la recherche fondamentale des multiples pressions qui la menacent et à créer des dispositifs d'échanges entre chercheurs qui contribuent à une sociabilité qui s'apparente aux succès de la « République des Lettres ». La fondation à Paris d'un IEA destiné aux SHS devrait permettre de répondre à un besoin évident de ces disciplines. Elle devrait faciliter la relance nécessaire d'un dialogue entre les deux grands pôles disciplinaires.

Patrice Duran : Pour reprendre une expression musilienne, un IEA est nécessairement un institut « sans qualités », *ohne Eigenschaften*, au sens justement où il ne privilégie au départ aucune orientation théorique, aucun objet. Il peut et doit y avoir une logique de choix afin de permettre une vraie diversité des projets, mais ça s'arrête là ; ce qui est déjà beaucoup et montre l'importance fondamentale de la politique de sélection. L'interdisciplinarité, le dialogue entre les sciences ne déterminent pas les choix *a priori* des résidents qui ne viennent d'ailleurs pas pour cela.

Un IEA est nécessairement un institut « sans qualités », *ohne Eigenschaften*, au sens justement où il ne privilégie au départ aucune orientation théorique, aucun objet. Le propre d'un IEA est de rester ouvert à tous les possibles.

Le propre d'un IEA est de rester ouvert à tous les possibles. Cette ouverture, nécessairement internationale, permet d'éviter aussi bien les effets de mode que le repli sur un hexagonalisme qui conduit au rétrécissement et à l'appauvrissement des perspectives d'analyse. Mais, si le dialogue scientifique est affaire de posture intellectuelle, il est aussi un problème d'organisation. C'est là qu'un IEA peut avoir une influence en fournissant un environnement propice au débat et à l'échange, en autorisant l'originalité et en favorisant l'innovation. En clin d'œil à un auteur allemand, Karl Mannheim, je dirai qu'un IEA doit être l'exemple même d'une *freischwebende Intelligenz*, une « intelligence sans attaches ». Le propre d'un IEA est de permettre aux chercheurs de construire à la marge de leurs disciplines. À partir du moment où les frontières s'amenuisent, les innovations peuvent émerger. Encore une fois, la victoire des disciplines ne doit pas se faire contre la science. C'est pour cela

que les IEA doivent rester des lieux de risque, de respiration et d'innovation.

Qu'est-ce que cela suppose pour l'IEA-Paris ?

Patrice Duran : Il faut partir du principe qu'un IEA est un espace ouvert aux projets de toute sorte, mais cela suppose aussi d'être en prise directe avec son temps. Non seulement un IEA doit pouvoir se situer par rapport aux grands enjeux qui sont ceux des sciences elles-mêmes, mais il ne peut être absent non plus d'une réflexion sur les problèmes qui se posent concrètement aux sociétés modernes. Un IEA ne doit pas être un *bunker*, ni une sorte de *gate community* pour chercheurs. À côté du recrutement de chercheurs sur la base de projets blancs, il ne faut pas s'interdire de développer des programmes de recherche thématiques comme l'a fait de manière exemplaire Wolf Lepenies en impulsant de manière prémonitoire une réflexion sur l'Islam à la fin des années 1980 au *Wissenschaftskolleg zu Berlin*. Je pense aussi au beau séminaire que Claude Imbert a conduit sur l'anthropologie à l'IEA-Paris. Cela suppose aussi que

et avec le Conseil scientifique. Le rôle de ce dernier est crucial et ne doit pas se limiter au seul recrutement de résidents de qualité. C'est aussi en cela qu'un IEA doit être un animateur de la recherche et savoir se démarquer d'une simple logique hôtelière. Ce travail de réflexivité doit être une vraie valeur ajoutée de l'IEA. Par sa position exceptionnelle dans le champ de la recherche, il est probablement un des rares lieux où peut se développer avec efficacité et pertinence une réflexion de fond sur le devenir des sciences de l'homme et de la société et s'affirmer une culture de dialogue qui en soit le support.

Pensez-vous que l'organisation d'un tel dialogue puisse poser les bases d'un échange plus large entre SHS et sciences dures ?

Patrice Duran : Nous avons vécu longtemps dans un monde marqué par la séparation des sciences de la nature et des sciences de la culture, entre les *Naturwissenschaften* et les *Kulturwissenschaften* comme on le disait dans l'Allemagne de la fin du XIX^e siècle. L'épithète inscrite sur la tombe de Kant dit : « Deux choses ne cessent

de remplir mon cœur d'admiration et de respect, plus ma pensée s'y attache et s'y applique : le ciel étoilé au-dessus de ma tête et la loi morale en moi ». Le moment kantien est de grande importance car c'est celui qui a fondé la scission entre raison pratique et raison pure, entre ce qui relevait de la nature et ce qui relevait de l'activité humaine, et qui a donné lieu au débat entre expliquer et comprendre. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation où ça n'a aucun sens d'éviter le croisement entre SHS et sciences dures. Les SHS ne sont pas vouées à une immaturité permanente ; elles peuvent ressortir d'une conception appauvrie de la causalité. Si chaque science est une science, ce n'est pas parce qu'elle en imite une autre, mais parce que sa démarche répond aux conditions et aux présupposés de la scientificité. Chacune d'elle est à elle-même son propre modèle, qu'elle définit au fur et à mesure qu'elle développe ses recherches, élabore ses concepts et précise sa démarche. Autrement dit, la

constitution de chaque science dépend avant tout de la solidité et la validité de ses résultats. Le savant n'a pas à obéir à une quelconque orthodoxie de la méthode, il peut choisir n'importe quel procédé s'il est fécond du point de vue heuristique et s'il aboutit à des résultats vérifiables.

Enfin, et ce n'est pas un hasard si l'on parle aujourd'hui d'« humanités scientifiques », on voit bien à quel point il est dangereux de penser les sciences dures indépendamment de leur portée sociale. Le raisonnement sur les conséquences, tel qu'il est développé aussi bien par la sociologie que l'économie est essentiel car il est intégrateur et permet de dépasser l'opposition entre les perspectives scientifiques. Par leurs implications multiples, les conséquences concernent très directement l'ensemble de la collectivité et poussent de ce fait au décloisonnement et à la coopération. L'eau n'est plus seulement l'affaire du seul spécialiste, pas plus que la santé ou la construction d'une automobile, de la même manière que l'ingénieur des Ponts et Chaussées ne peut plus penser la construction d'un pont indépendamment de ses usages sociaux, de son utilité macrosociale. Les conséquences fondent en raison la pratique de l'interdisciplinarité : elles la légitiment. Dans tous les cas, les sciences sociales sont présentes, car si, par exemple, elles permettent de mettre au jour les conséquences sociales des nano-technologies, des technologies de l'information ou d'une épidémie, elles participent aussi à leur gestion par les solutions qu'elles peuvent construire pour guider l'action de ceux qui en ont la charge. On ne saurait là non plus oublier le droit dont la fonction est doublement décisive au sens où il est le vecteur de droits de l'être humain et où il est également un instrument essentiel, pour ne pas dire décisif, de la coordination des conduites sociales. La portée salutaire de la problématique du développement durable est en cela de montrer que, quand on « encastre » un problème dans son contexte socio-historique, on met fin à la seule vision du « spécialiste » comme on renouvelle la question de la responsabilité. Une telle perspective permet de militer contre une approche morcelée des savoirs scientifiques et prouve en retour que leur articulation est pensable, possible et souhaitable.

LE SACRIFICE INUTILE

Paul Dumouchel | résident à l'IEA-Paris

Paul Dumouchel est professeur de philosophie invité à l'université Ritsumeikan de Kyoto (Japon). Il s'intéresse particulièrement à l'épistémologie, à la biologie et aux sciences sociales. Le texte qui suit est un extrait de son dernier ouvrage paru en février 2011 aux éditions Flammarion : Le sacrifice inutile. Essai sur la violence politique.

[...] La fonction première de l'État, selon la philosophie politique moderne, est d'assurer la protection de ses citoyens. Elle est de les protéger les uns contre les autres et de les défendre contre les ennemis extérieurs. Néanmoins, les violences contre les populations civiles, les génocides, nettoyages ethniques, massacres, sont pour l'essentiel perpétrées par des États et, dans une large mesure, contre leurs propres citoyens. Au Cambodge, au Rwanda, en Turquie, en Russie, en Argentine, et au Chili, l'État est pendant un moment devenu le pire ennemi de ceux qu'il avait pour fonction de protéger. Le régime nazi, de même, a commencé par tourner sa fureur contre ses propres citoyens, communistes et autres ennemis politiques, puis à liquider ceux d'entre eux qu'il jugeait « inadéquats », avant de diriger vers l'extérieur sa folie exterminatrice. Que les États soient violents dans leurs rapports les uns avec les autres et qu'ils utilisent parfois la force contre leurs citoyens est banal et trop fréquent. Ici cependant il s'agit d'autre chose, le scandale vient de la contradiction entre ce qui constitue la fonction officielle de l'État, la protection de ses membres, et des politiques qui visent l'extermination d'un très grand nombre d'entre eux.

Certes, il n'y a pas véritablement de contradiction entre ce qu'enseigne une théorie et ce que pratiquent parfois des États, tout au plus une tension et un paradoxe au sens original du terme. La fonction protectrice de l'État pourtant, n'est pas simplement théorique. En interdisant la vengeance privée, et en se réservant le droit de recourir à l'hostilité pour résoudre les conflits, l'État assume le rôle de défense des citoyens. Il y a de bonnes raisons de penser même que ce rôle est constitutif de l'État moderne « détenteur du monopole de la violence légitime », comme l'écrivait Max Weber. Les violences massives commises par les États contre leurs propres citoyens constituent en conséquence une singulière perversion de l'ordre politique. Conçu et institué pour maintenir la paix intérieure et assurer la défense contre les ennemis extérieurs, voici que l'État se retourne contre ceux qu'il devrait défendre et fait de leur destruction son objectif. Létonnement face à ce retournement paradoxal constitue le point de départ de cette enquête sur les rapports entre violence



Photo: Paul Dumouchel, 2011 © Christophe Delory

et politique. Comment comprendre que l'État entreprenne de détruire ceux qu'il a pour fonction de défendre ?...

Il faut prendre au sérieux la thèse classique selon laquelle l'État a pour fonction première de nous

seul souverain de notre droit à nous défendre nous-mêmes crée l'institution qui met violemment terme au désordre violent. En renonçant à notre droit à la violence (et à la vengeance) nous conférons à l'État le monopole de la violence. Ce que nous

l'institue d'une manière particulière : il monopolise l'autorité qui la détermine. Cette situation monopolistique est nouvelle. Elle est propre à l'État moderne... Or ce qui fonde l'autorité morale de l'État et assoit le partage entre la bonne

Une violence politique est une violence que légitime le simple fait qu'elle ait eu lieu. C'est une violence où se reconnaissent et à laquelle s'identifient d'autres que ceux qui la commettent. Une telle violence confère une autorité morale à celui qui l'exerce.

protéger contre notre propre violence. Mais comment y parvient-il ? La violence que les individus exercent les uns contre les autres est ce qui rend nécessaire l'État. Ainsi que Hobbes – un des plus prestigieux représentants de cette tradition politique – l'avait déjà vu, c'est par la violence que l'État nous protège contre la violence. Nous concevons généralement cette violence de l'État comme la force à laquelle il recourt, lorsque cela est nécessaire, afin de contraindre les sociétaires à respecter leur pacte de non-agression réciproque. D'où lui vient cependant cette puissance supérieure ? Le transfert unanime au

transférons, c'est ce à quoi nous avons « renoncé », c'est-à-dire notre violence. Ce transfert unanime métamorphose la violence, il la rend légitime. Dès lors, la puissance coercitive de l'État ne semble plus tout à fait une violence, ou plutôt elle devient une bonne violence dont le but est la paix, en opposition à la mauvaise violence qui engendre le désordre.

Le détenteur du monopole de la violence légitime possède une autorité proprement morale : celle de dire la différence entre la bonne et la mauvaise violence. L'État ne crée pas cette différence, elle lui préexiste, mais il

et la mauvaise violence, c'est l'unanime transfert au souverain, par les citoyens, de leur droit de se défendre eux-mêmes, c'est-à-dire le transfert de leur propre violence.

L'unanime violence de tous, réunie en la personne du souverain, sépare la bonne violence de la mauvaise. Ce qui fonde l'autorité morale de l'État est aussi ce qui fait sa force. La distinction entre la violence légitime et la violence illégitime repose sur le monopole de la violence. « Supprimer une violence n'est pas, de soi, un acte politique. Une violence plus grande y suffit », écrivait Claude Bruaire au

début de *La Raison politique*. Au contraire, la violence plus forte qui met un terme au désordre violent constitue le geste politique par excellence, celui qui est à l'origine de tout ordre politique.

Dès lors, on peut définir comme politique toute violence qui se légitime elle-même. La violence qui est légitime parce que celui qui l'exerce est le représentant de l'autorité de l'État, est militaire ou légale. Une violence dont l'exercice échoue à la légitimer, est criminelle. Une violence politique est une violence que légitime le simple fait qu'elle ait eu lieu. C'est une violence où se reconnaissent et à laquelle s'identifient d'autres que ceux qui la commettent. Une violence qui assemble et rassemble, et reçoit l'appui de ceux (de certains parmi ceux) qui ne la subissent pas. Une telle violence confère une autorité morale à celui qui l'exerce. La source de cette autorité n'est rien d'autre que le « transfert » à ceux qui commettent l'acte de violence, de la violence de ceux qui approuvent et reconnaissent justifiée, légitime et bonne la violence perpétrée.

Toute puissance politique, monopolistique ou non, que ce soit celle de l'État ou celle des insurgés qui s'opposent à lui, repose sur un déplacement, vers des cibles acceptables, de la violence de ceux qui reconnaissent cette puissance. Le détournement de la violence vers d'autres victimes que ceux qu'elle visait originalement est ce qui élève le pouvoir politique et protège les individus qui lui sont assujettis contre leur violence réciproque. C'est-à-dire ce qui fonde leur communauté politique, leur amitié réciproque. La violence politique, que ce soit celle de la répression ou celle du terrorisme, c'est le retour de la violence au sein de l'espace pacifié par la violence monopolistique de l'État. Ce retour constitue un échec du mécanisme de déplacement unanime de la violence vers des victimes de rechange. C'est pourquoi l'irruption des conflits privés, de la jalousie ou des rivalités personnelles, au sein de la violence politique, les guerres civiles, les affrontements sociaux, les émeutes ethniques, ou même la répression étatique ne constitue pas un accident ou une dérive, mais un des aspects fondamentaux des conflits politiques. L'exploitation de la violence politique à des fins privées indique l'échec du mécanisme de transfert. [...]

GANDHI: THE IMPOSSIBLE POSSIBILITY OF NON-VIOLENCE

Sudhir Chandra | résident à l'IEA de Nantes

Historien de formation, chercheur à la Mizoram University d'Aizawl (Inde), Sudhir Chandra cherche à comprendre la nature de la conscience sociale indienne moderne quand elle a commencé à se façonner comme conséquence de l'intervention coloniale. Actuellement il travaille sur l'interaction de la religion, de la culture et du nationalisme en mettant l'accent sur la caste supérieure convertie au christianisme, et sur les derniers jours de Gandhi.

Gandhi was arguably the best friend humankind has had in the last few centuries. Contrary to the world's remembrance of him as a successful leader — and in consonance with the fate humankind reserves for its benefactors — he died a sorrowful, lonely man. “Yes,” he would say during his last days, “I was once a big man in India. No one listens to me today. I am a very small person... Mine is a cry in the wilderness.” He had wished to live and serve for a hundred and twenty-five years. But now he started praying for an early death. His prayers were answered, and he was assassinated. Reflecting an irony that is worth thinking about, he lived to fight the British for thirty-two years in India; he survived less than a half-year — one hundred and sixty-eight days — among his own free people. And he died a sorrowful man.

What were Gandhi's sorrows? A poignant answer lies in his own question: “Whatever is happening in India today that

the weak. This was not the non-violence of the brave that he had preached, but passive resistance. And passive resistance, he explained, was by its very nature “a preparation for active armed resistance”. The result was that the violence that had all the while lain suppressed in people's hearts had — recall Freud's “revenge of the repressed” — abruptly come out on the eve of Independence. Even that violence, he lamented, was not the violence of the brave but of cowards: “We have become such rogues that we have started fearing one another”.

Gandhi's disillusionment with the Indian freedom movement — with his own people — carries serious implications for the acceptance or otherwise of non-violence. It means, and he said so plainly, that his people had accepted non-violence because they had realised the futility of violent resistance in the face of Britain's inordinately superior might. “But”, he remarked, “today people say that Gandhi

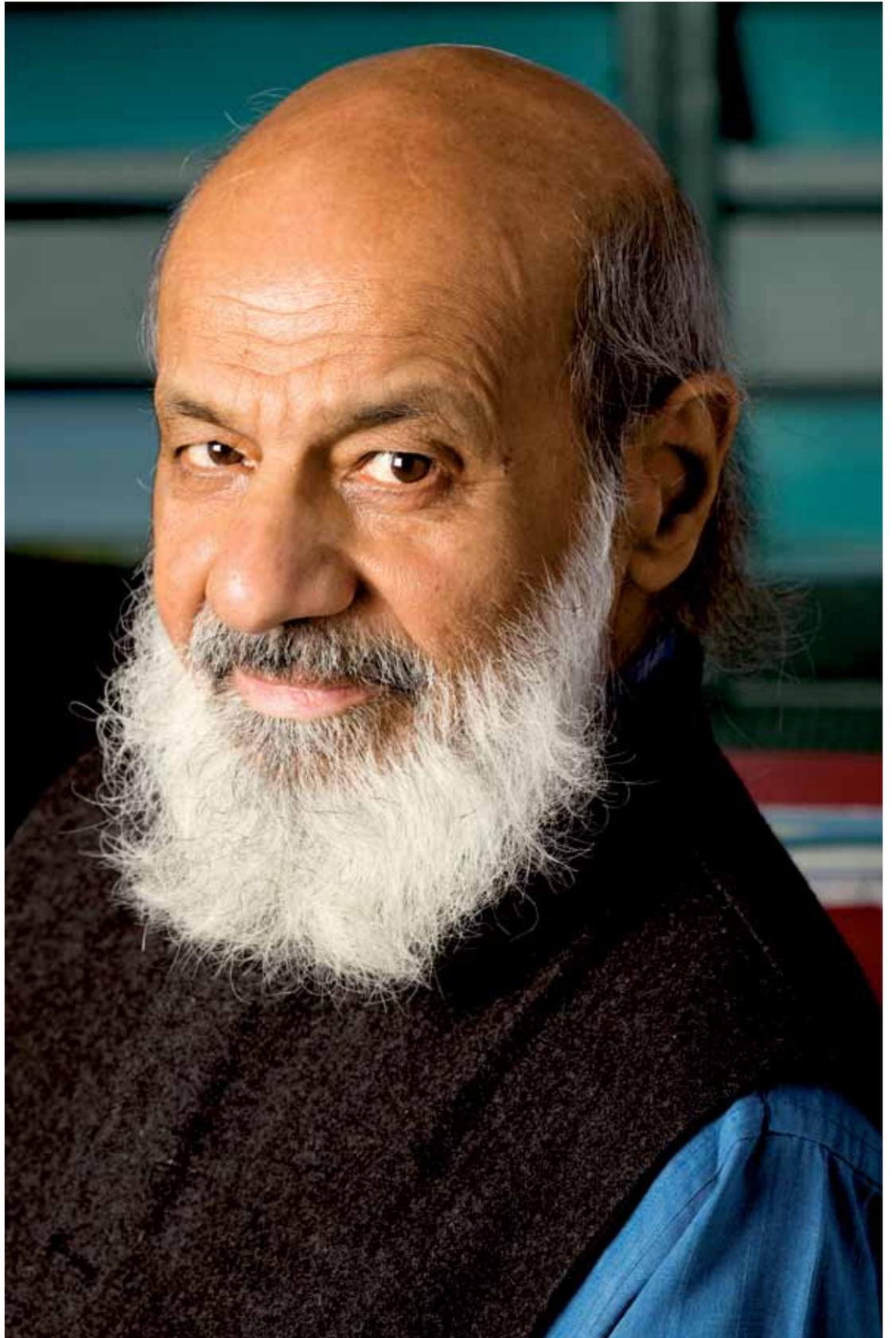


Photo: Sudhir Chandra, 2010 © Christophe Delory

If Gandhi's assessment is right, true non-violence is one that is adopted on principle, not on account of mere pragmatic calculations.

could make me happy?” His sorrows were manifold. But they all revolved around his tragic discovery that the Indian freedom struggle led by him had not been the unique non-violent struggle that he and the whole world had believed it to have been. The discovery forced itself upon him when, after thirty-two years of a successful and supposedly non-violent struggle, the country erupted into savage violence. Could decades of non-violence, Gandhi wondered, have produced such savagery? The answer, clearly, was “No”.

Whence had the savagery come? Gandhi came up with an answer that has left academic wisdom and popular memory equally untouched. But it is an answer that casts serious doubts about the possibility of non-violence as an effective instrument to deal with human conflicts. This short note starkly outlines Gandhi's answer and his tragic end. If, in the process, it induces reflection on something perversely persistent in the human condition, the note will have served its purpose.

Gandhi's answer was that the non-violence which Indians had practiced against the British during the struggle for freedom had been the non-violence of

cannot show the way. We must assume arms for self-defence... No one had at that time taught us to manufacture the atom bomb. Had we possessed that knowledge, we would have used it to finish off the English”. Gandhi explained that *ahimsa* — non-violence — was his *dharma*, whereas the Indian National Congress had adopted it as mere policy. Freedom obtained, the Congress had decided to discard the old policy. But *dharma*, unlike policy, was eternal. It could not be changed.

If Gandhi's assessment is right — as, perhaps, it is — true non-violence is one that is adopted on principle, not on account of mere pragmatic calculations. For, even if pragmatic non-violence succeeds in achieving its objective, its success will not have been the result — as the success of non-violence must necessarily be — of inviting suffering upon oneself and thereby changing the opponent's heart. Pragmatic non-violence may not always be a preparation for violence, although in the Indian case it was. But it will always be prone to be discarded, once it has outlived its utility.

Gandhi dreamed a grand dream for mankind. It lay

shattered just in the moment of its actualization. For him, however, the failure to actualize the dream was no reason to lose faith in it. He kept up his cry in the wilderness. “I may have gone bankrupt”, he said, “but *ahimsa* can never be bankrupt... Violence can only be effectively met by non-violence”. Retaliatory violence, he warned, can only result in an ever-renewing spiral of violence.

What Gandhi said during his last days was the same that he had said earlier. Earlier he had inspired countless ordinary men and women to heroic

heights; now he appeared quixotic. He even called himself a “Shekhchilli”. A funny fictive character, Shekhchilli is the Indian equivalent of Don Quixote. During the five and a half months that Gandhi lived in free India, one unsuccessful attempt was made to kill him, and twice he volunteered to kill himself by undertaking fasts unto death. This he did to bring about peace in the midst of communal violence, first in Calcutta and then in Delhi. Both the fasts produced an immediate effect. However, violence stopped not because the fasts had cleansed people's hearts and changed their way of

thinking — the way true non-violence must operate — but because of the moral coercion that was implicit in the pain of seeing the old man starve and the dread that he might die.

The wilderness within which Gandhi's voice got lost during his last days has since thickened the world over. Ostensibly, more than ever before, non-violence seems a quixotic option. Rarely, if ever before, has humankind needed that option more. This may sound rhetorical, but Gandhi has given us a talisman for acting in seemingly impossible situations. “Let everyone see themselves”, he said.

WALTER BENJAMIN - LES PREMIÈRES ANNÉES, ENTRE MOUVEMENT

Antonia Grunenberg | résidente à l'IEA de Nantes

Antonia Grunenberg a étudié la sociologie, la philosophie ainsi que la langue et la littérature allemande à Tübingen, à Francfort et à Berlin. Elle est cofondatrice et membre de l'IEA de Nantes. Elle enseigne depuis 1998 en tant que professeur de sciences politiques à l'université Carl von Ossietzky d'Oldenburg. Elle est la fondatrice et directrice du Centre Hannah Arendt à l'université d'Oldenburg.



Photo: Antonia Grunenberg, 2010 © Christophe Delory

son professeur charismatique Wyneken, un monde nouveau s'ouvre à lui. À sa sortie d'Haubinda, il a gardé de nombreux contacts avec Wyneken. Lors de ses dernières années scolaires, de Pâques 1907 jusqu'à Pâques 1912, il rejoint le cercle d'amis de la *Freie Schulgemeinde Wickersdorf*, également fondé par Wyneken.

L'activité la plus remarquable que nous connaissons de Benjamin au cours de ces années lycéennes a été un projet de journal, *Der Anfang* (Le Début). Les « créateurs » de la revue formaient un groupe de jeunes réformateurs de 15 à 20 ans, dont Benjamin faisait partie, même si son vrai nom n'apparaît pas.

En 1904, Emil et Pauline Benjamin ont inscrit Walter, leur fils de 12 ans, à l'école réformatrice d'Haubinda dans le Thuringe. Les parents de Walter Benjamin étaient des juifs libéraux et aisés de Berlin, ils espéraient que leur fils maladif pourrait se rétablir physiquement et intellectuellement dans cet internat réformé. Le jeune Walter y a passé près de deux ans de sa vie scolaire.

Haubinda, fondée en 1901 par le réformateur de l'instruction Hermann Lietz, qui avait enseigné en Angleterre, a été l'un des premiers pensionnats réformés de l'empire allemand. L'école a été marquée par des idées nationales, sociales, idéalistes, religieuses et est devenue l'un des berceaux du Mouvement de la jeunesse en Allemagne. D'un point de vue historique, le Mouvement de la jeunesse, fondé en 1904, a symbolisé la rupture de la jeune génération avec les grands ensembles et leur besoin de se libérer de l'étroitesse d'esprit des parents et des écoles. Marcher en commun, chanter, nager, lire, discuter, faire la cuisine, manger ensemble, dormir en pleine nature... devait rythmer la vie des adolescents. Il y avait une multiplicité de groupes : les *Wandervogel*, la *Freideutsche Jugend*, la *Freie Studentenschaft*, les groupes d'abstinents, les classes de nature, les groupes de filles, les groupes de jeunes, les groupes mixtes, sans oublier la jeunesse social-démocrate et les clubs de jeunesse sioniste.

Des éducateurs et des universitaires prestigieux ont enseigné à Haubinda : on pouvait y voir par intermittence l'écrivain Theodor Lessing, le journaliste et réformateur radical de l'école, Gustav

Wyneken et Gustav Geheeb, plus tard fondateur de l'école Odenwald, le musicologue August Halm.

Wyneken se démarque des réformateurs modérés. Sa pédagogie se présente comme une « vision du monde » et s'inspire de Schelling, Schopenhauer, Nietzsche et Lagarde. Selon lui, les jeunes occidentaux vivent une crise spirituelle qu'eux et eux seuls – et ni les partis, ni les églises, ni les adultes – ne peuvent surmonter. La jeunesse – avec en arrière-plan les idées de Platon – doit atteindre les niveaux les plus élevés de l'intelligence et de la perfection pour un jour prendre la direction de la nation. Le concept du corps libéré faisait partie intégrante du programme de réforme. Les jeunes poètes et écrivains comme Frank Wedekind dans *L'éveil du printemps* (1891), Robert Musil dans *Les désarrois de l'élève Törless* (1906) ou encore Arnolt Bronnen dans *Le droit à la jeunesse* (1913), pour ne citer qu'eux, ont repris ce thème. La libération de la dimension érotique contre les barrières d'une éducation bigote est une constante du Mouvement de la jeunesse. Les esprits les plus remarquables de la période impériale et des débuts de la République de Weimar ont soutenu ce Mouvement, comme Walther Rathenau, Alfred Weber, Oswald Spengler, Ernst Niekisch, Richard Coudenhove-Kalergi, Hans Freyer, Julius Langbehn, Hermann Keyserling, Léopold Ziegler, Werner Sombart, Hans Blüher et d'autres encore.

Pour l'adolescent Benjamin, l'école d'Haubinda est le lieu de sa libération. Sous l'influence de

D'après la définition des fondateurs, le groupe voulait créer un journal « de jeunes pour les jeunes ». Les élèves et étudiants, encouragés par l'attention critique de la rédaction, devaient envoyer leurs articles, leurs compositions ou leurs poèmes à la rédaction. La première publication de Benjamin lancée sous le pseudonyme « Ardor » fut un poème (*Dämmerung*, L'Aube) et parut dans le deuxième numéro de la revue en 1911. Dans le numéro suivant, il publia un article intitulé *Dornröschen* (La Belle au bois dormant) sous le même pseudonyme. Celui qui avait eu entre temps dix-neuf ans analysait l'image des jeunes chez les classiques et chez les modernes (de Shakespeare à Spitteler). Il défendait la thèse selon laquelle même les classiques allemands avaient à l'esprit l'idée d'une jeunesse libre.

Dans ses lettres, le journal *Der Anfang* est pour lui comme une tribune d'idées pour le mouvement libre de la jeunesse. Il écrit à son ami Blumenthal en juin 1913. « Hier, j'ai écrit un article ici – *Erfahrung* (Expérience) – probablement le meilleur que j'ai écrit jusqu'ici. Il est prévu pour le cahier du *Anfang* du mois de septembre. Il faut en faire la publicité ! Nous ne pouvons pas savoir qui nous allons toucher. Nous devons absolument maintenir *Der Anfang* comme le premier journal purement spirituel (pas dans le sens esthétique ou dans un autre sens), donc loin de la politique ».

En octobre 1913, 2000 jeunes se sont retrouvés dans le haut Meissner pour une journée de la *Freie deutsche Jugend* (jeunesse allemande libre). Une



MENT DE LA JEUNESSE ET SIONISME

... membre du conseil du Prix Hannah Arendt pour la pensée politique (Hannah Arendt-Preises für politisches Denken) et membre du Conseil scientifique de la Maison de la philosophie. Ses recherches sont axées sur la pensée philosophique du XX^e siècle (particulièrement sur la pensée d'Hannah Arendt, de Martin Heidegger, de Walter Benjamin). Elle est



réunion regroupant autant de monde n'avait encore jamais eu lieu. L'événement a donné l'impression d'une création mythique. Benjamin et ses amis y ont pris part. Il avait découvert ce programme selon lequel les étudiants doivent former l'avant-garde de la société lors d'une conférence à Breslau sur les jeunes et l'éducation des adolescents. Ici comme là-bas, les différences de programmes entre la culture révolutionnaire-idéaliste, marquée par Wyneken et les réformateurs modérés de l'école se sont révélées si clairement, que, finalement, la majorité des jeunes s'est éloignée de Wyneken.

Les jeunes gens qui, comme Benjamin, évoluaient autour de Wyneken, avaient un style de communication assez particulier et souvent violent, du moins verbalement. Les conflits étaient rudes et impitoyables. Au milieu de ces débats se déchiraient ceux qui étaient intéressés par une voie purement politico-sociale et ceux qui privilégiaient une voie plus spirituelle. Si on prend en considération la mobilisation passionnée et l'émotion qui entourait ce mouvement, il n'est pas surprenant que de nombreuses amitiés se soient brisées. *Der Anfang* a pris fin en juillet 1914 après des mois de conflits irréconciliables entre presque toutes les parties concernées. La rupture de ce groupe ne doit pas nous faire oublier que – comme d'autres groupes d'avant-garde – il représente, pendant une période de trois à quatre ans, un cercle exclusif de jeunes intellectuels.

Au cours du semestre d'été 1912, Walter Benjamin est allé avec deux amis et camarades de classe à l'université de Freiburg pour y étudier, bien sûr, mais aussi afin de participer au cercle déjà existant du *Freie Studentenschaft* (mouvement des étudiants libres) de Wyneken. Il s'occupe alors du Département pour la réforme de l'éducation dans le mouvement de la *Freideutsche Jugend* (la jeunesse allemande libre). À Berlin comme à Freiburg, Benjamin ne laisse passer aucune occasion d'exprimer son adoration inconditionnelle pour Wyneken (« ... je suis un élève absolument convaincu et fanatique de Wyneken »). Cela peut paraître surprenant compte-tenu de la culture que le jeune Benjamin pouvait par ailleurs mettre en avant, mais Benjamin s'appliquait à être le disciple de Wyneken avec la

même passion intellectuelle que celle avec laquelle il a dirigé ses premiers exercices littéraires et mené lui-même son éducation à un niveau intellectuel exceptionnel. Ses premiers essais et articles sur la réforme de l'éducation, certains d'entre eux ayant déjà une forme littéraire très aboutie comme le *Dialog über die Religiosität der Gegenwart* (Dialogue sur la religiosité du temps présent), veulent expliquer et convaincre. Ils élèvent les progrès du savoir et de la connaissance au même niveau que le sens supposé de l'existence juvénile.

Durant son second semestre à Freiburg pendant l'été 1913, Benjamin a réussi à initier un « parloir », un espace de discussion pour les élèves, dont l'idée venait de Wyneken et qui a été mis en œuvre par ses disciples. Il devait être un lieu d'« activité spirituelle libre » pour les élèves et les étudiants. Les réunions avaient lieu dans des maisons privées et parfois des chambres étaient louées.

Au cours du semestre d'hiver 1913-1914, Benjamin a participé au « parloir des étudiants » fondé à Berlin et dirigé par son ami Franz Sachs. Là aussi, il y avait des frictions et des conflits récurrents. On se fâchait pour savoir qui devait s'exprimer lors des réunions et quelle conférence serait valable. Pour les participants, leurs activités, leurs discours, leurs articles, leurs intrigues faisaient partie de leur volonté d'adhérer étroitement à l'image qu'ils se faisaient des jeunes intellectuels. Cela explique en partie l'intransigence de leurs positions.

Pour gagner en influence, Benjamin se fit élire à la présidence du Bureau de la *Freie Studentenschaft* (l'union libre des étudiants) de l'université Royale Friedrich-Wilhelm à Berlin. Mais plus la controverse devenait aiguë au sein de son petit groupe, plus il lui est apparu avec le temps que son cercle d'amis était trop hétérogène pour mettre en pratique l'entreprise d'une éducation élitaires dans le style de Wyneken.

À la suite de ce que nous venons de voir, il est évident que Benjamin, jusqu'en 1914, a été convaincu par le projet de Wyneken, qui était de transformer les jeunes en une avant-garde culturelle. Pourtant, et d'une manière abrupte, il a rompu avec cette conviction.

Quelles en sont les raisons ?

La belle illusion romantique tardive d'une jeunesse libérée a implosé en août 1914 avec une forte détonation. Une partie du Mouvement de la jeunesse se rassemblait autour de l'idée que la guerre était la réalisation des idées de la jeunesse libre ; l'autre partie était devenue pacifiste. Benjamin n'a pas été surpris par cette coupure, mais il a profité de l'occasion offerte par cet événement et par ses conséquences bouleversantes pour rompre brusquement avec Wyneken et ses amis d'enfance.

Ceci s'explique d'une part du fait des réticences de ses amis face aux idées de Wyneken, mais aussi à cause de ses premières expériences avec l'antisémitisme wilhelmien et de son rejet du nationalisme de Wyneken. En 1913 déjà, il avait protesté lors de la réunion pour la fondation de la *Freideutsche Jugend* (jeunesse allemande libre) dans le *Hobe Meissner* contre la discrimination envers les Juifs. À cette occasion, il avait défendu Wyneken, qui en son temps avait fait valoir que la proportion de jeunes juifs dans les écoles réformées était trop élevée.

En 1912, Benjamin découvre le sionisme comme mouvement intellectuel et politique. Pendant les vacances d'été, il rencontre Kurt Tuchler, co-fondateur de l'organisation de jeunesse sioniste *Blau-weiß* (bleu et blanc). Il explique par la suite à son ami Ludwig Strauss qu'il existe entre le mode de pensée allemand et celui des juifs une tension que l'on ne devrait pas réprimer. Il va même jusqu'à dire qu'il faudrait faire ressortir la valeur particulière de la pensée juive, notamment dans le domaine littéraire. Il explique sa propre position au sujet de cette tension lorsqu'il écrit : « Je suis un Juif, et si je vis comme un homme conscient, je vis comme un Juif conscient ». Cependant, il n'envisage pas le sionisme comme un mouvement ayant pour but d'établir un État juif en Palestine.

L'idéologie de Wyneken a profondément marqué l'identité juive de Benjamin, aussi étrange que cela puisse paraître aujourd'hui. Le Mouvement de la jeunesse de Wyneken a été un événement crucial pour le développement du jeune Benjamin. Plus tard, Benjamin reviendra souvent sur cette expérience marquante dans sa vie et sa pensée.

FUTURE GENERATIONS, POWER AND DEMOCRACY

Gustaf Arrhenius | résident à l'IEA-Paris

Formé aux universités d'Uppsala, de Toronto et d'Oxford, Gustaf Arrhenius est maître de conférence en philosophie, spécialisé dans la philosophie politique et morale. Il s'intéresse tout particulièrement aux questions situées à l'intersection entre la philosophie politique et morale et les sciences médicales et sociales.



the more pressing and important. On the one hand, we have seen a number of countries around the world that have changed their political system from one party systems (e.g., countries in Eastern Europe, Russia), dictatorships (e.g., South-America), and minority rule (e.g., South-Africa) to some form of liberal democratic system which gives the impression of a victory for democratic rule. On the other hand, the increasing power of multinational companies and the growth of supranational states and institutions seem to usurp the power of democratically elected national governments in favour of non-elected bodies and thus indicate a crisis for democracy. In the light of these events, we need to ask again fundamental questions regarding the scope and limits of democratic rule and its justification. What issues ought to be decided democratically? What is the appropriate domain of democracy? Is its domain only national states or can it also be applied to supranational states of considerable size or perhaps even globally? Can it be applied to non-geographical entities such as international institutions and companies? Is democracy a normative ideal in itself or just an expedient way of solving conflicts in a peaceful manner? What is the relation between individual (liberal) rights and democratic rule: are they competing ideals or merely flip sides of the same coin?

Photo: Gustaf Arrhenius, 2011 © Christophe Delory

As I indicated above, one of the issues I shall focus on is the boundary problem: *Who* should be eligible to take part in *which* decisions? This problem is of both practical and theoretical import and a fundamental issue in democratic theory. If nothing else, all the different notions of democracy have one thing in common: a reference to a community of individuals, “a people” who are, in some sense, collectively self-governing. Surprisingly, however, little attention has been given to this problem in the classical treatises on democracy. As Robert Dahl (1970, p. 60) puts it, “how to decide who legitimately make up ‘the people’... and hence are entitled to govern themselves... is a problem almost totally neglected by all the great political philosophers who write about democracy”.

The boundary problem raises a number of problems, some, as it seems, quite intractable. For example, in his pioneering 1983

A large part of my research has been a reflection upon what we owe to future generations and how we can take future people into account in our moral and political theories. Almost any government policy will affect not only future people's quality of life but also how many people there will be and their identities. Since, arguably, any reasonable theory has to take such considerations into account when determining the normative status of actions, the study of these problems is of general import for moral and political theory. Moreover, these problems raise deep questions which span many of the sub-disciplines of moral philosophy.

I have recently finished a book on future generations (Arrhenius

2011, see also my 2010 and 2000 papers) which draws together the results of my research on population ethics and on our duties to future generations during the last ten years or so. In the book I propose a num-

What issues ought to be decided democratically? What is the appropriate domain of democracy? Is its domain only national states or can it also be applied to supranational states of considerable size or perhaps even globally? Can it be applied to non-geographical entities such as international institutions and companies?

ber of intuitively compelling adequacy conditions for theory about our duties to future generations. I consider whether it is possible to find a moral theory that satisfies all of the adequacy conditions I have proposed and, worryingly, I prove that no

such theory is possible. Since, arguably, a necessary condition for a moral theory to be justified is that it is consistent with our considered robust moral intuitions, my result raises the troubling spectre that no moral

theory can be justified. Basically, my impossibility theorems leaves us with three options: (1) to bite the bullet and abandon one of the compelling conditions on which the theorem is based; (2) to become moral skeptics; or (3) to try to explain away the

significance of the impossibility theorems – alternatives which do not invite an easy choice.

The focus of my research at IEA-Paris is on the democratic boundary problem — Who should

be eligible to take part in which decision-making processes? — and democracy understood as a theory of fair distribution of power. The extraordinary political events in the last twenty years have made reflections on the value and nature of democracy all

paper Frederic Whelan claims that "... democratic theory *cannot itself* provide any solution to disputes that may — and historically do — arise concerning boundaries". Although I do not agree with Whelan's gloomy conclusion regarding the autonomy of normative democratic theory (I rebut it in my 2005 and 2009 papers), I do agree that the boundary problem forces us to reconsider fundamental questions regarding the theoretical status of democracy.

At the level of ideal theory, an intuitively attractive boundary principle is the all affected principle: the people that are relevantly affected by a decision ought to have, in some sense,

Although some preferences we have for how other people lead their lives (e.g., their use of cars) seem to be legitimate from a democratic perspective and therefore should be counted, others seems not (e.g. what consenting adults do in their bedrooms). This question is all the more pressing for democracy in today's multicultural societies in which competing and incompatible views on how one should lead one's life need to co-exist.

A promising approach is to spell out "relevantly affected" partly in terms of people's interests, in the broad sense of the term "interest". If you fare better in respect to your interest in alternative A as compared to alternative B,

the legislative agenda? How can influence be carried over from an individual to her representatives? Here we need an analysis of the concepts of "influence" or "power" in relation to democratic ideals.

A starting point could be to analyse it in terms of whether or not an individual's preferences could determine the collective ordering in some possible situations. Such an analysis has to be supplemented with an analysis of an individual's influence on other peoples' preferences and beliefs, and her influence on the agenda. For example, a person can have great influence on a decision by just being the kind of person that many people trust (e.g., an

In what we roughly could characterise as the received view of democracy, the democratic ideal is conceived in terms of a kind of equality among citizens, often expressed by the slogan "one person, one vote", in combination with the idea of majority rule. This conception is afflicted with a number of well-known and often discussed problems: majorities may oppress minorities and infringe on basic individual rights; majority cycles may lead to inconsistent decisions; outcomes can be manipulated by the person or group that sets the voting agenda (i.e., the problem associated with Arrow's impossibility theorem); and so forth (see e.g. Arrow 1963; Riker 1982).

public transportation is organized in Stockholm. However, whether state tax revenue should be used to subsidise the public transportation system in Stockholm is arguably a question on which the people of Luleå, qua taxpayers, should have a say.

In addition, one can be dissatisfied with the almost exclusive focus in recent normative political theory on the distribution of goods like material resources, welfare, capabilities, primary goods and the like. A dimension of justice which these theorists have almost completely neglected is the distribution of power in the different spheres of life, including firms and workshops, the family (as often pointed out by feminist theorists, e.g., Okin 1989; Mackinnon 1987), and private associations. This approach neglects how pervasive power issues are in all aspects of our lives. A theory of fair distribution of power may remedy this unsatisfactory situation as well as generating new interesting solutions to classical problems in democratic theory.

The idea is that people's power over a decision should be proportional to how each individual's relevant interests are affected by the decision. According to this view, which we could call Proportionalism, how much power you ought to have over an issue depends on how much your interests are at stake.

influence over it. It is perhaps implicit in the phrase "government by the governed" or as Lincoln famously expressed it: "A government of the people by the same people".

It is easy to garner intuitive support for the all affected principle. We do not think that the curriculum imposed by the School board of Waco, Texas, is any business of Icelanders since they are arguably not relevantly affected by this decision. Likewise, people in Luleå (far up north in Sweden) should not, in most cases, have much of a say on how the public transportation is organized in Stockholm, e.g., whether to increase the number of buses to a certain suburb. However, what kind of hair spray the teachers use in Waco might be the business of Icelanders too, e.g., if the hair spray used destroys the ozone-layer. Moreover, whether state tax revenue should be used to subsidise the public transportation system in Stockholm is arguably something that the people in Luleå, qua taxpayers, should have an input on.

One reason why many people would agree with the all affected principle, however, is that it is very vague. As it has been stated, it doesn't say anything about what amounts to being relevantly affected or what it means to have influence or power over a decision. Moreover, it is hard to see its implications for institutional design. Here is an area where more analysis is needed. Let me give some examples.

Should "relevantly affected" be spelled out in terms of people's well-being, preferences or interests or in some other way? What should we do with "nosy" or "meddlesome" preferences?

then there is a prima facie case that you will be relevantly affected by the decision. The reason why the curriculum in Waco is no business of the Icelanders is that, arguably, their interests are not at stake in any important way. On the other hand, actions in Waco that have consequences for the global environmental situation might very well affect the interests of Icelanders too and thus they should have some influence over decisions of that kind.

There are of course other ways of spelling out "relevantly affected" than in terms of "interests". A common suggestion is that those who are legally bound by certain laws should have the right to take part in making the laws. This might very well be a better exegesis of, for example, the quote from Lincoln above. However, my tentative suggestion above concerns how the most reasonable explication of "relevantly affected" would look like. Arguably, the "legally bound principle" has too narrow a scope to be such a candidate. Although the Danes are not legally bound by the laws regarding the maintenance of nuclear plants on the south coast of Sweden (just across from Copenhagen), they certainly would like to have a say in this matter. Moreover, the scope of "legally bound" is quite unclear. I am in a sense legally bound by the laws of South Africa since I spend a fortnight there every year. Does that mean that I should have a right to take part in the South African elections? When can we say that a person has had sufficient influence over a decision, or has sufficiently taken part in it? Is it enough to be able to stop proposed legislation, or should one also be able to influence the drafting and

expert or a charismatic leader), or by having control over what issues that are discussed in the mass media, or by having control over which alternatives there are on the voting agenda. I have started this investigation in collaboration with Professor Marc Fleurbaey (CERSES, CNRS).

As I said above, the boundary problem might force us to reconsider fundamental questions regarding the theoretical status of democracy. I think it opens up for a new exciting albeit controversial way of understanding democracy, namely as an idea of fair distribution of power. Although the general rough idea has probably been around for a very long time, there are surprisingly few developed efforts in the literature. Roughly, the idea is that people's power over a decision should be proportional to how each individual's relevant interests are affected by the decision (see also Brighouse & Fleurbaey 2008).

According to this view, which we could call Proportionalism, how much power you ought to have over an issue depends on how much your interests are at stake. We approximate this by having different issues handled on different levels: council, province, state, European, etc. The subsidiarity principle, frequently invoked in the discussion of decision making in the European Union, is in one of its popular interpretations — "decisions should be taken as closely as possible to the citizen" — very much along these lines. The general prescription of Proportionalism is that a type of issue should be handled by the democratically run body that represents the social union that best approximates the set of affected people.

An exciting aspect of replacing the standard equality principle (one person, one vote) with Proportionalism is that many important difficulties associated with the received view of democracy are substantially alleviated by this alternative approach, or so it seems. For example, the tyranny of the majority, where some basic rights of the minority are violated by majoritarian decisions, might just be a case of incorrect distribution of voting rights (or some other power resource) since the minority's interests are, arguably, much more at stake in such cases than the majority's interests. Indeed, violations of individual human rights, such as the right to life and security of person, are acts that have such dramatic effects on people's interests that we may think that no group has the right to decide that a person should be subjected to them against her will. We can conceive of this as the individual being a dictator and that she has a veto right against other people's wills in such cases. Hence, this approach suggests a promising way of squaring our intuitions regarding the necessity of majority rule over certain issues, on the one hand, and individual rights, on the other hand, i.e., the classical conflict between liberalism and democracy.

Actually, as the above discussion of the all affected principle indicates, Proportionalism might not be such a radical departure from actual democratic practices as it might initially appear (in contrast to contemporary democratic theory). Taken literally, the "one person, one vote" slogan would mean that everybody should have the same say on every issue. But again, we do not think that the people of Luleå should have a say on how the

References

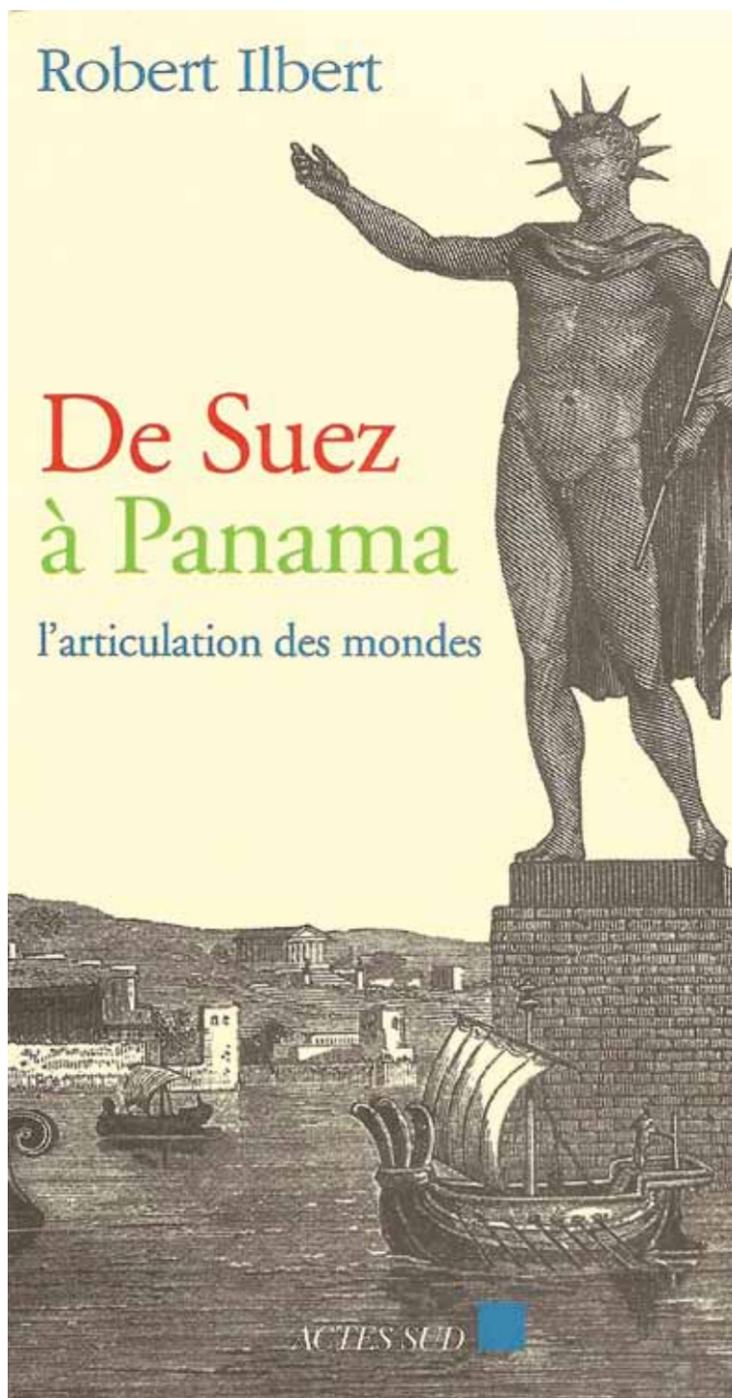
- Arrhenius, G., *Population Ethics*, Oxford: Oxford University Press, forthcoming, 2011.
- "The Democratic Boundary Problem" mimeo, SCAS & Dept. of Philosophy, Stockholm University, 2009.
- "The Boundary Problem in Democratic Theory" in F. Tersman (ed.) *Democracy Unbound: Basic Explorations*, Kristianstad, 2005.
- "An Impossibility Theorem for Welfarist Axiologies", *Economics & Philosophy*, October 2000.
- Arrhenius, G., Ryberg, J., and Tännsjö, T., "The Repugnant Conclusion", in Edward N. Zalta (ed.) *The Stanford Encyclopaedia of Philosophy (Fall 2010 Edition)*, <http://plato.stanford.edu/archives/fall2010/entries/repugnant-conclusion/>, 2010.
- Arrow, K., *Social Choice and Individual Values*, John Wiley & Sons, Inc., New York, London, Sydney 1963.
- Brighouse B., & Fleurbaey, M., "Democracy and proportionality", *The Journal of political Philosophy*, 2008.
- Dahl, R., *After the Revolution? Authority in a Good Society*, New Haven and London, Yale University Press, 1970.
- Mackinnon, C., *Feminism Unmodified: Discourses on Life and Law*, Harvard, 1987.
- Okin, S. M., *Justice, Gender, and the Family*, Basic Books, 1989.
- Riker, W. H., *Liberalism against Populism: A Confrontation Between the Theory of Democracy and the Theory of Social Choice*, W. H. Freeman & Co, 1982.
- Whelan, F. G., "Democratic Theory and the Boundary Problem", in *Liberal Democracy*, J. R. Pennock & J. W. Chapman (eds), New York-London, New York University Press, 1983.

DE SUEZ À PANAMA

Robert Ilbert | président de l'IMÉRA d'Aix-Marseille

Robert Ilbert est historien, spécialiste de la Méditerranée. Professeur à l'université de Provence, il est le fondateur de la Maison méditerranéenne des sciences de l'homme (MMSH Aix-en-Provence) et de l'Institut méditerranéen de recherches avancées (IMÉRA Aix-Marseille), dont il est également le président. Il vient de publier *De Suez à Panama. L'articulation des mondes*, aux éditions Actes Sud, dont nous publions ici un extrait.

© Actes Sud 2010



[...] Il est des lieux, il est des hommes qui sont de véritables signes de pistes. Ils condensent - atomes ou repères - à la fois la nature de leur temps et celle des changements à l'œuvre. Le plus souvent, ils n'en ont aucune conscience. Ils passent à travers les tempêtes par chance ou obstination. Et sur leur vie refermée l'historien découvre plus qu'un symbole : le livre ouvert de l'articulation des temps et des mondes, car le changement est sans cesse à l'œuvre dans une société sans que la nature de celle-ci ne mute brutalement. Si les guerres sont des indices évidents, elles ne s'accompagnent pas nécessairement d'un basculement radical des rapports de force ou des centres de gravité. C'est pourtant bien à la poursuite de tels basculements que se vouent historiens et anthropologues. La mondialisation a fait place à la globalisation. Si, au moyen des médias et des échanges interplanétaires, cette dernière est

devenue une évidence, encore faut-il en démontrer les mécanismes et en illustrer au moins quelques lignes de force : tenter de saisir sous l'apparente couche universelle les lignes de fracture qui rendent nos sociétés différentes, ce qui ne peut se faire qu'en accumulant les indices, en les distinguant et en les ordonnant sans extrapolation abusive jusqu'à dessiner les forces à l'œuvre.

Elia Kazan, né en 1909 à Constantinople (Empire ottoman), cofondateur en 1947 de l'école d'art dramatique Actors Studio, a reçu en 1999 un Oscar d'honneur pour l'ensemble de son œuvre. À lui seul, il concentre notre histoire contemporaine entre un roman *L'Anatolien*, des Mémoires intitulés *Au-delà de la mer Egée* et un film *America America*. Lémigré de 1911 rêvait déjà de l'Amérique, loin des humiliations quotidiennes du fils de marchand de tapis grec qu'il était, loin d'imaginer

qu'il allait devoir un jour comparaître devant la commission des activités anti-américaines, déchaînant du même coup la haine des médias européens qui le traitaient à la fois de fasciste et de traître. La vie de son oncle, héros d'*America America*, et son errance entre l'Anatolie, Istanbul et Smyrne pour un « au-delà de la mer Egée » ne pouvait suffire à ceux qui non seulement n'avaient pas vu mais qui, en plus, ne voulaient pas voir autre chose que la guerre froide. En 1999, celle-ci étant tombée, Kazan put enfin recevoir l'hommage de ses pairs. On pouvait commencer à imaginer, à analyser et à mettre en perspective le cheminement de ces millions d'exilés d'origine grecque, qui, entre le traité de Sèvres (1919) et l'échange massif de populations, était devenu la condition de la naissance de la Turquie moderne (1922-1923). Ces déplacements massifs à l'échelle régionale comme intercontinentale nous racontent l'histoire d'un basculement du monde.

La prise de Smyrne, ultime refuge des Arméniens et des Grecs, l'incendie de la ville et le massacre de deux mille habitants par les troupes de Mustapha Kemal en septembre 1922 sont ces événements majeurs que seule la distance permet aujourd'hui de considérer comme fondateurs de notre temps. La vieille cité romaine, grecque, ottomane puis cosmopolite comme l'ensemble de la « grande Grèce » est devenue, après le massacre et l'incendie, une ville turque dont Mustapha Kemal, créateur de la Turquie moderne, a voulu faire un

modèle de modernité, invitant Le Corbusier à repenser, en 1939 et en 1948, un plan d'extension. Ce projet ne fut pas réalisé mais il aurait dû permettre de faire de l'ancienne Nicée une des vitrines de la modernité. Construite sur les ruines des quartiers arméniens, grecs et francs, sauf sur les pentes de la citadelle de Kadifekale, reconstruite sur les plans de l'urbaniste René Danger, déjà maître d'œuvre de plusieurs réaménagements au Maroc, elle témoigne des contradictions de ce tournant de siècle, pris entre l'héritage multiséculaire d'une Méditerranée levantine et le mirage américain. Ce qui vaut pour Kazan et Smyrne vaudrait

largement pour Beyrouth, Haïfa ou Alexandrie. Et c'est ce que cet ouvrage veut retrouver.

Travail d'historien, ce livre n'est pas un livre d'histoire (ce qui ne veut pas dire qu'il n'en raconte pas). Ce livre est une quête. Il cherche à mettre en perspective acteurs et pratiques qui, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, ont fait basculer nos horizons et perspectives de la Méditerranée à l'Atlantique, du colosse de Rhodes à Liberty Island, sans pour autant abolir le passé.

Car l'universel dont il est question dans les pages qui suivent est celui que l'on partage, ici et maintenant, renvoyant plus aux westerns qu'à la théorie de la relativité et probablement plus aux anciennes cosmogonies fondatrices qu'aux principes élaborés par l'ONU. Un univers qui se décline en trois dimensions :

- l'une qui puise au plus profond de nos mémoires ;
- l'autre que limite l'échelle de nos horizons ;
- une troisième, enfin, qui peut nous permettre de dédensifier les données immédiates, de débrouiller quelque peu l'écheveau du présent pour démêler, malgré le brouillard qui nous enveloppe, les lignes de force qui nous conduisent... Consciemment ou pas. (p.11-15) [...]

Le jeu des différences

Les repères classiques ne permettent pas de distinguer dans l'entrelacs des événements car, à s'en tenir aux crises majeures que furent la guerre de Crimée, l'occupation de l'Égypte et de la Tunisie, les guerres balka-

des sociétés, d'une part au tournant des années 1830, d'autre part à celui des années 1930. Comme si l'on avait affaire à des mécanismes similaires, avec des sociétés meurtries reconstruisant leurs structures autour d'un noyau identique : les solidarités. Entre ces systèmes en apparence proches (à défaut d'être synchrones puisque séparés de près d'un siècle) s'est produite une mutation à la fois radicale et lourde de conséquences : la fin de l'Empire ottoman. Différentiel mécanique qui me semble expliquer le parallélisme de situations.

À force de ne voir en lui que « l'homme malade de l'Europe », ultime avatar du despotisme oriental, on avait fini par en négliger l'importance, sinon comme le firent à la fois Anglais et Français, pour éviter son absorption par la Russie. Avec l'échec des réformes entreprises par le sultan Mahmud II (1784-1839), avec les violences grandissantes dans les Balkans et la révolution de 1908 à Istanbul, avec, surtout, les massacres répétés d'Arménie en Bulgarie et de Serbie en Kurdistan, les données changèrent, entraînant le décentrage de tout le Moyen-Orient vers les régions arabes qui, avec les accords Sykes-Picot, déboucha sur le partage colonial (même voilé par l'invention des mandats).

Urabi Pacha (1839-1911) illustre à lui seul les mutations en jeu. Fils de paysan, il devient officier puis colonel en 1879 et, sous la vice-royauté d'Ismaïl et avec l'appui des théologiens officiels, ministre de la Guerre.

Ce livre cherche à mettre en perspective acteurs et pratiques qui, au tournant des XIX^e et XX^e siècles, ont fait basculer nos horizons et perspectives de la Méditerranée à l'Atlantique sans pour autant abolir le passé.

On est alors en pleine mise en faillite de l'Égypte par ceux-là mêmes qui, Français comme Anglais, n'ont cessé de faciliter l'endettement du pays pour les fêtes d'inauguration du Canal comme pour la rénovation radicale du Caire et qui, parallèlement, mettent l'empire tout entier en faillite, en lui imposant à la fois une Caisse de la dette et la perte presque totale de son indépendance politique.

Les Égyptiens appelant Urabi Pacha au ministère de la Guerre jouent une carte inédite : celle de la résistance nationaliste pour tenter de s'opposer au débarquement des troupes franco-anglaises qui devaient

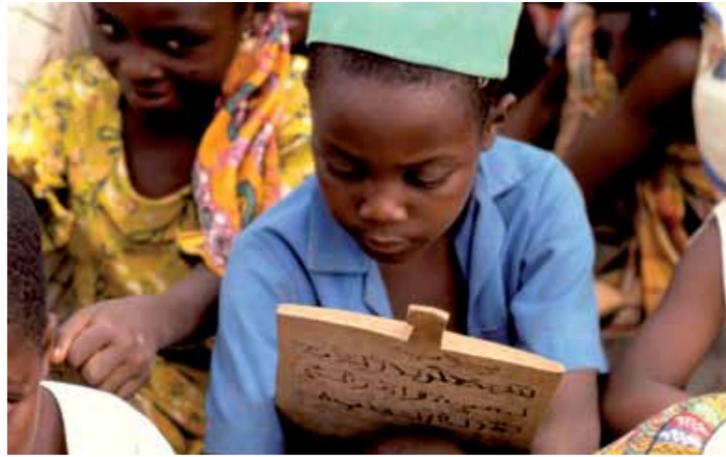
On est alors en pleine mise en faillite de l'Égypte par ceux-là mêmes qui, Français comme Anglais, n'ont cessé de faciliter l'endettement du pays pour les fêtes d'inauguration du Canal comme pour la rénovation radicale du Caire et qui, parallèlement, mettent l'empire tout entier en faillite, en lui imposant à la fois une Caisse de la dette et la perte presque totale de son indépendance politique.

Les Égyptiens appelant Urabi Pacha au ministère de la Guerre jouent une carte inédite : celle de la résistance nationaliste pour tenter de s'opposer au débarquement des troupes franco-anglaises qui devaient

CORPORALITÉ ET ÉPISTÉMOLOGIE EN ISLAM

Rudolph Ware | résident à l'IMÉRA d'Aix-Marseille

Professeur au département d'histoire de l'université du Michigan, Rudolph Ware est spécialiste d'histoire africaine, islamique et afro-américaine. Il consacre ses recherches aux histoires entrelacées des continents africain et américain. En mai 2011, il publiera "Slavery in Islamic Africa, 1400-1800" in The Cambridge World History of Slavery Vol III, David Eltis et Stanley L. Engerman (eds), Cambridge University Press.



© Lawrence Manning/Corbis

officialiser la mise sous tutelle de l'Égypte. Les Britanniques bombardèrent la ville, se saisirent d'Urabi qui, condamné à mort, fut déporté à Ceylan dont il ne revint qu'en 1901, une fois comprise par les Britanniques la nécessité de composer avec les nationalismes.

Les Français, en Algérie, s'étaient heurtés à une farouche résistance. Abd el-Kader vaincu lors de la bataille d'Isly, en 1844, fut transféré à Damas. Il est vrai que le débarquement français en Algérie n'avait rencontré aucune résistance de la part des Ottomans dont la flotte venait d'être anéantie à Navarin. Pour la France, la prise d'Abd el-Kader pouvait sembler régler le problème de la résistance algérienne. Les Anglais, en transférant Urabi, pensèrent sans doute agir de même. Mais les temps avaient changé. Hasard de l'histoire, Abd el-Kader est mort à Damas en 1883, l'année même de la déportation d'Urabi, alors que le congrès de Berlin était censé avoir réglé le devenir des Balkans, débouchant après l'indépendance de la Serbie sur l'administration directe de la Bosnie-Herzégovine par l'Autriche-Hongrie, les Anglais se réservant Chypre.

Dans de telles conditions, l'archipel des cités-portes avait cessé d'exister, marquant à la fois la fin des héritages capitulaires et le repliement des anciennes échelles sur elles-mêmes, une double métamorphose en quelque sorte :

- soit elles tentaient de devenir des cités États en partant, elles-mêmes, à la conquête de leur arrière-pays, ce qui fut fait à Beyrouth et tenté à Salonique ;
- soit elles se repliaient sur leur territoire propre, élément d'un système colonial qui pouvait s'avérer confortable : Alger comme Alexandrie en témoignent de façon absolument synchronique.

Dans le pire des cas, celui de Smyrne, la ville-refuge pouvait devenir citadelle assiégée et ses habitants forcés de fuir en masse. Tout un système s'est donc écroulé autour des années 1880, marquées par les ingérences directes, sans pour autant que tous les contemporains en aient eu conscience, car les dynamiques à l'œuvre ne furent stoppées que momentanément : les métropoles avaient trop besoin de ces relais pour les faire disparaître. Alexandrie bombardée fut reconstruite et son port agrandi. Et si, un peu partout, apparurent bidonvilles et squats, la ville ébranlée sembla retrouver une certaine dynamique, voire un certain équilibre. (p. 88-92)

L'étude académique de l'Islam s'ancre dans l'investigation de ses textes. Religion du livre, dotée d'un corpus inépuisable d'œuvres juridiques, d'histoire et de poésie, il est juste de reconnaître ses écrits. Cependant, la transmission de la science en Islam classique s'est faite aussi bien à travers le corps que sur le papier. L'histoire de l'enseignement islamique en Afrique de l'Ouest, région qui sauvegarde une méthode d'enseignement classique malgré un siècle de défi épistémique, souligne l'importance des dimensions corporelles des processus de constitution et de transmission du savoir.

Les châtiments corporels et les privations pratiqués à l'école coranique, la mémorisation et l'intériorisation des textes comme façon de les porter en soi, et l'appel à tous les sens du disciple pour transmettre le savoir ; toutes ces pratiques témoignent d'un vif intérêt pour le corps comme véhicule de science. L'attention aux aspects corporels de la transmission du savoir interroge la formule de l'IMÉRA qui place au cœur de ses activités « la condition humaine des sciences ». Au lieu de considérer le corps et la science comme distincts et en opposition, la conception de la science en Islam « traditionnel » se fonde sur l'idée que la forme humaine est capable de servir de matrice pour encoder la science, de véhicule pour la transmettre, de codex pour la décoder.

À son niveau le plus élevé, cette épistémologie construit le savoir comme inséparable de la forme du savant. Exemple vivant de la foi, celui-ci enseigne aussi bien par ses gestes et ses états intérieurs que par ses mots. La croyance que seul un savant achevé, qui incarne la science et la réalise en lui-même, est capable de la communiquer explique en partie l'importance de la chaîne de transmission

comme garantie des sciences acquises. La vénération des maîtres, les services qui leur sont rendus et les dons qui leur sont faits servent à valoriser le savoir discursif acquis par la reconnaissance et la bénédiction du maître, mais font aussi partie d'une formation totale visant à la personnalisation de la science chez le disciple. La logique du système n'admet pas de savoir abstrait, dépersonnalisé, « désincarné ».

L'école coranique se présente comme l'étape première qui initie le disciple à ce mode d'inculcation du savoir. Malgré les critiques et les menaces provenant des États coloniaux et postcoloniaux, des organisations non gouvernementales et des musulmans dits « réformistes », cette institution persiste en Afrique de l'Ouest, et particulièrement au Sénégal. Son but est d'inscrire la parole de Dieu dans la chair de l'étudiant. Les élèves sont assis sur le sol, tablettes en bois posées sur les genoux, pendant que le maître les écoute, fouet à la main, prêt à corriger les fautes de récitation. Pas question de comprendre le sens des mots. Cette sorte d'éducation a été attaquée, puis délaissée, et finalement abandonnée dans beaucoup de pays musulmans au cours des cent cinquante dernières années.

Pour les « réformistes » salafites, l'apprentissage du livre sacré sans effort pour le faire comprendre est illogique. Dans la démarche éducative des médersas « réformistes », on vise en tout premier lieu à maîtriser la langue arabe, pour pouvoir comprendre le sens de la parole divine. Le but est de saisir le sens exotérique du Coran afin de faciliter la discussion sur ce que Dieu commande et interdit. Quiconque maîtrise la langue a ainsi accès au contenu du livre et peut déchiffrer le message. L'enseignement de l'arabe y suit les mêmes méthodes que

l'enseignement du français ou de l'anglais, l'apprentissage commençant par l'alphabet et se poursuivant par le vocabulaire et la grammaire, tandis que les élèves sont séparés par niveau. Si nous partageons la vision de l'enseignement des « réformistes », c'est parce qu'ils ont tiré la plupart de leurs modèles pédagogiques des écoles occidentales. Malgré la rhétorique qui veut faire du salafisme un pur extrait de la vie du VII^e siècle en Arabie, sa naissance métissée à la fin XIX^e est évidente dans ses « pratiques de savoir ». Ses conceptions rationalistes et rationalisées de ce qui constitue la science révèlent ses racines coloniales.

Dans les écoles de tendance classique, le sens se construit d'une façon tout autre. On vise bien sûr à comprendre la parole de Dieu, mais traditionnellement, l'exégèse du Coran est la

De plus, le fait d'abandonner les tablettes en bois pour utiliser le papier supprime le problème d'effacer quotidiennement le verbe divin pour entamer la leçon suivante. Dans les écoles coraniques d'Afrique de l'Ouest, on efface l'encre des tablettes avec de l'eau, puis on boit cette eau le plus souvent. On incorpore ainsi le Livre Saint au sens le plus littéral possible. Vue sa rareté – voire son inexistence – dans beaucoup de pays musulmans arabes, cette pratique a souvent été considérée comme la continuation d'antiques pratiques fétichistes. Cependant, des manuels de maître d'école écrits en Afrique du Nord aux IX^e et X^e siècles attestent de telles pratiques parmi les premières générations de musulmans. En fermant les cahiers avant de quitter l'école, on rompt avec une tradition ancienne. On ne se sent plus physiquement chargé

La conception de la science en Islam « traditionnel » se fonde sur l'idée que la forme humaine est capable de servir de matrice pour encoder la science, de véhicule pour la transmettre, de codex pour la décoder.

dernière discipline enseignée aux étudiants. Il faut suivre toute une série d'initiations et de formations avant d'être autorisé à interpréter la parole de Dieu. L'être humain doit être façonné par des pratiques corporelles pour devenir un réceptacle apte à recevoir la parole sacrée. On agit sur le corps pour produire des effets au niveau de l'esprit, voire de l'âme. Les châtiments font partie des méthodes d'action sur le corps, mais la faim, la fatigue, les privations servent aussi à purifier le réceptacle et à le rendre susceptible d'accueillir la parole sacrée.

Il est certain que dans bien des médersas modernes, l'enseignement diffère peu de celui des écoles coraniques ; les cahiers remplacent les tablettes en bois, et l'enfant s'assied en hauteur, sur une chaise, et non par terre. Mais ces innovations apparemment anodines signalent l'acceptation d'un changement de principe fondamental. Assis en hauteur, on n'est plus obligé de se tenir en posture d'humilité et d'abaissement, jambes pliées en position de prière, devant la parole de Dieu et le maître, incarnation de Sa religion. D'ailleurs, on étudie dans ces médersas la parole divine comme un sujet parmi d'autres ; on tourne la page et le Coran cède la place à la géographie, aux mathématiques et à la littérature profane.

du Coran. D'un petit changement dans le matériel scolaire découle un changement épistémologique profond.

L'assimilation physique du Verbe de Dieu par ingestion tient à la croyance en la capacité intrinsèque de la parole divine à produire des résultats par sa propre force. Dans le système éducatif des « réformistes », c'est en revanche moins l'efficacité de cette parole que la raison qui est privilégiée. C'est la compréhension du sens des mots au niveau de l'esprit qui permet au corps d'effectuer les obligations et de manifester l'expression publique de la foi.

Dans le système classique, on engage la raison humaine, mais on se méfie de ses caprices et de son orgueil. On a beaucoup plus confiance en la parole divine et en sa capacité à façonner le sujet. Croyant aussi que les êtres humains apprennent par le corps et pas seulement par le cerveau, les pratiquants de ce mode d'éducation sollicitent tous les sens pour faire de l'élève une sorte de « coran ambulante » qui porte en lui un savoir à la fois pratique et intellectuel. Cultiver une telle maîtrise, qui permettrait l'innovation et l'actualisation de la science dans un monde changeant, a toujours été le but visé par l'enseignement classique islamique.

SE DONNER LES MOYENS DE PENSER COLLECTIVEMENT LE WEB

Jean-Michel Salaün | résident au Collegium de Lyon

Professeur titulaire à l'université de Montréal, il a été directeur de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de Montréal (EBSI) de décembre 2005 à juin 2010. Il a été maître de conférences puis professeur à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) en France. Ses travaux portent sur l'économie du document, les développements du document numérique et le management des bibliothèques.



La grande différence entre les questionnements sur le numérique du début du millénaire et ceux de la fin de sa première décennie est le changement d'échelle. Ce qui relevait il y a moins de dix ans d'un questionnement intellectuel, de montage de prototypes, d'expérimentations limitées, d'observation d'échantillons réduits, est devenu : numérisation de masse, gestion et traitement linguistique et formel de millions de documents ou de traces de navigation, préservation « de routine » de teraoctets, analyse de millions de connexions, usages de masse, stratégies industrielles internationales, chiffres d'affaires de dizaines de milliards d'euros ou de dollars, etc. Les mesures relatives aux contenus ou aux pratiques sont désormais statistiques ; les expérimentations se font directement dans le monde réel ; les retours sur investissement doivent être rapides sur le marché financier ; les réussites sont spectaculaires, mais les échecs aussi sont nombreux, comme les ébranlements des institutions et structures plus anciennes. Les cartes se redistribuent sous nos yeux.

Ce changement d'échelle conduit à modifier les analyses, les pratiques professionnelles et, sans doute, les pratiques académiques de recherche

elles-mêmes. Le premier défi auquel nous sommes confrontés est de trouver les bons concepts pour analyser notre objet, le web, sans le recul que fournit habituellement l'histoire ou l'extériorité. Le web évolue à une rapidité et dans des volumes déstabilisants au moment même où nous l'observons et, *volens nolens*, nous sommes des acteurs de cette évolution. Et seul le croisement d'expertises multiples, de traditions et méthodes souvent éloignées comme la linguistique, l'informatique, la sémiologie, les sciences de l'information et celles de la communication ou encore l'histoire, peut conduire à une analyse lucide et pertinente.

De plus, c'est le rapport même au savoir qui se modifie. Sur le web, les vérités sont rarement arrêtées une fois pour toute, chacun peut grâce aux hyperliens remonter aux sources des informations et grâce aux outils de commentaire, réagir, discuter, commenter, contester ou proposer son propre point de vue ou témoignage. Ce qui est devenu en temps réel et à grande échelle la routine du web n'est, après tout, que le processus de la discussion scientifique, mais accéléré et parfois dévoyé.

À partir de ces constats, il était nécessaire d'inventer des méthodes nouvelles,

pluridisciplinaires, interactives, réactives sans perdre rigueur et pertinence.

Au début du millénaire, dans le cadre de l'animation d'un réseau de chercheurs du CNRS sur le document numérique, j'avais expérimenté avec un certain succès un processus d'écriture collective sous la signature d'un auteur fictif, Roger T. Pédaque. L'objectif était double : d'une part, atténuer la personnalisation et les jeux de rôles très vifs dans le monde scientifique, y compris et peut-être surtout dans les débats publics et souvent focalisés sur la signature. D'autre part, incarner une communauté de réflexion sur le document numérique qui n'existait pas encore et donc était à construire dans une perspective interdisciplinaire où la mise en avant de l'un(e) ou de l'autre pouvait être perçue comme la volonté de privilégier sa discipline ou son école.

Le principe était le suivant : un groupe d'une dizaine d'experts se réunissait en un séminaire fermé pour repérer les principaux enjeux d'un sujet donné ; à l'époque le document numérique. Il rédige un premier jet, soumis à la critique d'un collectif plus large (à l'époque le réseau comptait 150 chercheurs de disciplines variées). Toutes les remarques étaient recueillies

sous forme d'annotations dans le texte. Sur cette base, le groupe initial révisait sa copie, avec pour principe de discuter chacune des remarques faites et de les intégrer selon leur pertinence dans la version suivante du texte. Le processus était renouvelé une nouvelle fois afin de s'assurer que l'ensemble des avis et des enrichissements avaient été bien intégrés. L'expérience a été réitérée à trois reprises sur trois textes différents. Le processus a provoqué chaque fois une transformation radicale du texte entre la première et la seconde version intégrant la richesse des points de vue des différentes disciplines, tandis que la troisième version n'était plus qu'un affinement de la précédente. Les textes sont toujours accessibles en ligne, le premier a été traduit en anglais en en espagnol. Ils ont été téléchargés plusieurs dizaines de milliers de fois et l'ensemble a été publié sous forme d'un livre¹.

1. Roger T. Pédaque, « Document : forme, signe et médium, les reformulations du numérique » dans *Le Document à la lumière du numérique*, C & F Éditions, 2006, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000511.html ; http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000594/fr/ ; http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001160/fr/
Roger T. Pédaque, « Le texte en jeu, Permanence et transformations du document » dans *Le Document à la lumière du numérique*, C & F

Ma recherche au Collegium de Lyon doit déboucher sur une collaboration entre le Canada et la France en matière de recherche et d'enseignement sur la notion d'architecture de l'information. Le changement d'échelle du web a conduit, en effet, à faire appel à des spécialistes de l'organisation et du repérage de l'information, de même qu'à des spécialistes de l'expérience utilisateur pour les sites riches en contenus. Dans un environnement aussi compétitif, ce qui garantit que l'utilisateur d'un site y reviendra dépend en grande partie de sa première expérience. C'est ainsi que la notion d'architecte de l'information est apparue. Les architectes de l'information sont ces spécialistes de l'organisation et de la réparabilité de l'information, et leur pratique s'inscrit généralement dans la philosophie du design de l'expérience utilisateur.

Parmi les outils que j'emploie pour avancer dans cette direction, j'ai naturellement repris l'expérience d'écriture collective. En effet, les objectifs ne sont pas très différents, même si le sujet a évolué. Il est même, de mon point de vue, plus clair encore qu'il faille dans le contexte du web atténuer les égos que l'organisation académique de la recherche tend de plus en plus à exacerber.

Une douzaine de chercheurs se sont réunis dans un séminaire résidentiel pendant deux jours en décembre 2010 et ils ont rédigé, à l'aide d'un wiki dédié, la première version d'un texte sur les tensions du web dont les différentes parties provisoires sont : Humanités numériques ; naissance d'un média ; spécificité du web ; transformations des documents ; web sémantique, web des données ; architectes de l'information. Les internautes peuvent annoter ce texte². Leur intégration par le groupe initial sera réalisée puis les dernières remarques seront rassemblées et intégrées. La version finale sera déposée sur des sites d'archives ouvertes mi-mai 2011, soit une semaine avant l'école d'été franco-québécoise prévue sur l'architecture de l'information.

Éditions, 2006, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001401/en/
Roger T. Pédaque, « Document et modernités » dans *Le Document à la lumière du numérique*, C & F Éditions, 2006, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00001741/fr/
2. Le processus d'écriture collective est en cours et accessible : <https://espacestemps.co-ment.com/text/vsMAqHUTfli/view/>

RÉSIDENTS 01/06 2011

• COLLEGIUM DE LYON

Barbara DAVIS « Emergent complexity: Input-Output relationships in acquisition of speech capacities »

Luigi DELIA « Réformisme juridique et justice d'Ancien Régime dans l'Europe des Lumières. De la grande Encyclopédie vers la Révolution »

Klaus-Gert LUTTERBECK « L'émergence de la société civile pendant la Troisième République, 1870-1940. Une enquête intégrale »

Salikoko MUFWENE « An ecological approach to language evolution »

Bastiaan NOTEBAERT « Regional scaled laws in river properties: contribution of geomatics to process understanding »

Susan PRENTICE « Work-Family reconciliation in Canada and the EU: Meeting the challenge of gender and generational justice »

Jean-Michel SALAÜN « Des architectes de l'information »

Mark TRAUOGOTT « The diffusion of revolutionary protest: The Lyon and Paris insurrections of the 1830s and 1840s »

• IMÉRA AIX-MARSEILLE

Équipe Data-driven Exploration of Dynamical Networks

Équipe Mathématiciens français et italiens (1920-1940) « L'espace scientifique européen dans l'entre-deux-guerres: les mathématiciens italiens entre science et politique »

Mohamed KERROU « Penser la révolution tunisienne »

Christine PROUST « Diversité des pratiques mathématiques et circulation des savoirs dans l'antiquité »

Étienne REY « Instinct Paradise »

Peter RICHARDS « Intersections: Land, Water & Culture »

Rudolph WARE « Corporalité et épistémologie en Islam: la condition humaine des sciences islamiques »

Victoria VESNA « Sounds of Thinking: bioacoustics in human / animal relations »

James GIMZEWSKI « Art/Sci Exploration »

• IEA DE NANTES

Haschim AL TAWIL « Comptendu du texte arabe inscrit sur les plafonds de la chapelle Palatine à Palerme »

Hoda BARAKAT « Le royaume de cette terre »

Sudhir CHANDRA « Gandhi: une enquête sur un discours rétrograde »

Sung-Eun CHOI « La décolonisation et les relations géopolitiques après l'Empire »

Emilios CHRISTODOULIDIS « La question sociale dans le constitutionnalisme européen »

Cristina CIUCU « Sionisme politique et anti-sionisme religieux: à la recherche d'une identité, redéfinir la nation »

Paola DE CUZZANI « Prophétisme: entre utopie politique et prédiction scientifique »

Alan FORREST « La fin de la domination française sur l'Atlantique »

Antonia GRÜNENBERG « Sujet et subjectivité dans l'espace politique. Éléments d'herméneutique politique »

Pekka HÄMÄLÄINEN « Les formes du pouvoir: frontières, régions

frontalières, territoires médians et empires en Amérique du Nord, 1600-1900 »

Suzette HEALD « Maintien de la paix à Kuria: film et mouvement d'autodéfense dans le Kenya rural »

Hélène JOUSSE « Établissement des sociétés proto-urbaines néolithiques du Dhar Néma, Mauritanie Sud-Orientale »

Kazumaza KADO « Reconsidérer la conception de la souveraineté »

Shigehisa KURIYAMA « Intégrité et identité du corps humain. Vers une histoire de présence »

Yannick LEMARCHAND « Les comptes et profits marchands en Europe et en Amérique entre 1750 et 1815: comptabilité et correspondance de la maison Chaurand »

Tejaswini NIRANJANA « Histoire de la Voix »

Lidia PROKOFYEVA « Pauvreté et protection sociale. Stratégies de survie individuelles et collectives »

Ibrahima THIOUB « Identités chromatiques en Afrique: histoires, héritages et actualité »

Joseph TONDA « Maris et femmes de nuit au Congo et au Gabon. Conscience et imagination historiques du pouvoir en Afrique centrale contemporaine »

Jacques TSHIBWABWA KUDITSHINI « Mutations et visages renouvelés du "local" modelé par la conflictualité armée lucrative et la dynamique de la mondialisation: une approche anthropo-politique »

Arild UTAKER « Lénigme du langage, introduction à une anthropologie transcendantale »

Patrick YENGO « Médicaments, pratiques de soin, lien social. La médicalité en Afrique centrale »

• IEA-PARIS

Gustaf ARRHENIUS « Democracy boundaries, and fair distribution of power »

Tanella BONI « Genre et insécurité féminine en Afrique »

Matteo Vincenzo D'ALFONSO « La tradition moralistico-littéraire française dans la pensée d'Arthur Schopenhauer »

Paul DUMOUCHEL « Le temps de l'aliénation »

Rodolphe DE KONINCK « Les enjeux de l'expansion territoriale de l'agriculture en Asie du Sud-Est »

Kirill POSTOUTENKO « Figures du Mal absolu dans le socialisme français et chez Dostoïevski »

Betty ROJTMAN « Pour une métaphysique de l'inachevé »

Mohand-Akli SALHI « Structure et transformation(s) du champ littéraire en situation de mutation socioculturelle. Cas de la littérature berbère de Kabylie »

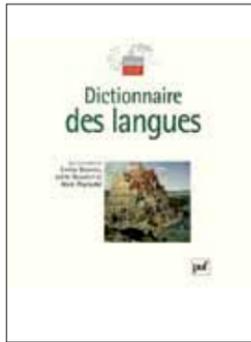
Marylyn STRATHERN « Anthropologie d'hier à aujourd'hui »

Istvan SZIJARTO « La Diète. Histoire sociale et culturelle de l'élite politique de la Hongrie au XVIII^e siècle »

Javad TABATABAI « D'une révolution à l'autre en Iran »

Natalie TCHERNETSKA « Greek palimpsests and Greek manuscripts of oriental origin as witnesses of written culture »

• COLLEGIUM DE LYON



Alain PEYRAUBE

directeur du Collegium de Lyon, directeur de recherches au CNRS, directeur d'études à l'EHESS et délégué scientifique à l'Europe et l'international près l'Institut des sciences humaines et sociales du CNRS, vient de publier le *Dictionnaire des langues* (éditions PUF, collection « Quadrige ») en collaboration avec Emilio Bonvini et Joëlle Busuttill.

• IMÉRA AIX-MARSEILLE

William A. CATTERALL ancien résident de l'IMÉRA, professeur de pharmacologie à l'université de Washington (Seattle, États-Unis), spécialiste international du cerveau, a reçu le prix Canada-Gairdner récompensant les scientifiques qui mènent une recherche de pointe dans le domaine médical. Il a reçu ce prix pour « avoir découvert les protéines à canaux sodiques et à canaux calciques sensibles au voltage et élucidé leur fonction et leur régulation ». Pour en savoir plus: <http://www.gairdner.org>

RÉSEAU FRANÇAIS DES INSTITUTS D'ÉTUDES AVANCÉES

Siège: 15, parvis René-Descartes, 69007 Lyon

Bureaux: 190-198 avenue de France, 75013 Paris
T.: +33 (0)1 49 54 22 55

Président: Jacques Commaille
Direction: Olivier Bouin olivier.bouin@rfiea.fr
Administration: Jana Diklic jana.diklic@rfiea.fr
Projets européens: Mylène Trouvé mylene.trouve@rfiea.fr
Communication: Julien Ténédos julien.tenedos@rfiea.fr
www.rfiea.fr

• IEA DE NANTES

Jacques TSHIBWABWA KUDITSHINI

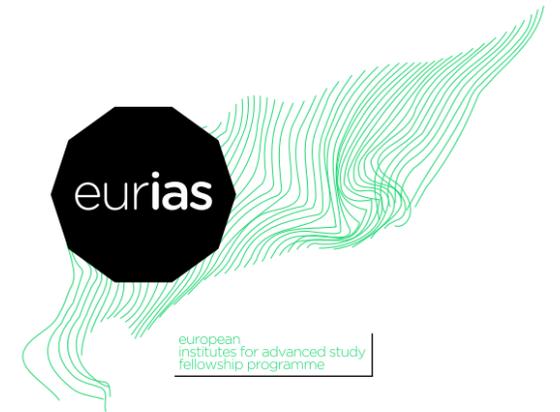
Professeur de sciences politiques et administratives à l'université de Kinshasa (RDC), résident à l'IEA de Nantes, a obtenu le poste d'invité permanent au Centre d'Études, de Recherches et d'Actions Solidaires avec l'Afrique (CERASA), à l'université de Paris 8, jusqu'en 2014.

Étienne FRANÇOIS ancien résident de l'IEA de Nantes, a été nommé membre du Comité d'orientation scientifique de la Maison de l'histoire de France.

Pekka HÄMÄLÄINEN a été nommé Professeur à la prestigieuse chaire Rhodes d'histoire américaine à l'université d'Oxford. Il devient membre senior du groupe des cinq historiens américains au Centre de Recherche en histoire américaine, hébergé et financé par *Rothermere American Institute*.

• IEA-PARIS

Vincent DEBAENE ancien résident de l'IEA-Paris, professeur de littérature à l'université de Columbia (New York), vient de publier *L'Adieu au voyage. L'ethnologie française entre science et littérature* (Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 2010, Paris), dont il a achevé la rédaction au cours de son séjour.



Le RFIEA a clos en janvier 2011 la sélection du programme de mobilité EURIAS qui rassemble 14 instituts d'études avancées. Parmi plus de 560 candidatures, 28 chercheurs internationaux (18 juniors et 10 séniors) ont été admis pour une résidence d'une année académique. Les lauréats pour 2011-2012 sont:

• BERLIN

Alice BELLAGAMBA anthropologie sociale

Alexandre COURTIOL biologie évolutive

Ioana TOMA philologie

• BOLOGNE
Michaela SCHAEUBLE anthropologie sociale

• BRUXELLES
Jean-Marc MOURA littérature comparée

Natalia TIKHONOV SIGRIST histoire

• BUCAREST
Hylarie KOCHIRAS philosophie

• BUDAPEST
Olga GUROVA études culturelles

Simon POWERS computer science

• CAMBRIDGE
Pavel BLAŽEK histoire médiévale

• HELSINKI
Rogier DE LANGHE philosophie des sciences

Kathryn EDWARDS histoire

William VAN ANDRINGA sciences de l'Antiquité

• LYON

Felipe DE ALBA études urbaines

Cathy MC CLIVE histoire

Tarleton GILLESPIE communication

• NANTES

Jean-Godefroy BIDIMA philosophie

Charles GONDOLA histoire

• PARIS

Facundo ALVAREDO économie

Michael DIETLER anthropologie

• UPPSALA

Felicity GREEN histoire

Zsuzsanna TÖRÖK BORBALA histoire

• VIENNE

Karol BERGER musicologie

Philip HOWE science politique

• WASSENAAR
Tracy ADAMS littérature et histoire

Elijah ADEWALE TAIWO droit

Jan HOFF histoire

Nadège LECHEVREL linguistique

L'appel à candidatures pour 2012/2013 est ouvert jusqu'au 31 mai 2011 et accessible sur le site www.eurias-fp.eu

CONTACTS

COLLEGIUM DE LYON

Président: Olivier Faron
Directeur: Alain Peyraube
15, parvis René-Descartes, 69007 Lyon
T.: +33 (0)4 37 37 66 50
marie-jeanne.barrier@collegium-lyon.fr
www.collegium-lyon.fr

INSTITUT MÉDITERRANÉEN DE RECHERCHES AVANCÉES, AIX-MARSEILLE

Président: Robert Ilbert
Directeur: Emmanuel Girard-Reydet
2, place Le Verrier, 13004 Marseille
T.: +33 (0)4 86 67 21 08
contact@imera.fr
www.imera.fr

INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES DE NANTES

Directeur: Alain Supiot
Secrétaire général: Samuel Jubé
5, allée Jacques Berque, BP 12105, 44021 Nantes
T.: +33 (0)2 40 48 30 30
hugues.roger@iea-nantes.fr
www.iea-nantes.fr

INSTITUT D'ÉTUDES AVANCÉES - PARIS

Directeurs: Patrice Duran et Alain Schnapp
190-198 avenue de France, 75013 Paris
T.: +33 (0)1 44 41 32 10
contact@paris-iea.fr
www.paris-iea.fr

ÉTONNEMENT ET SOUVENIR CHEZ SCORSESE

Patrizia Lombardo | membre du conseil scientifique du RFIEA

Professeur de littérature française et de cinéma à l'université de Genève, Patrizia Lombardo s'intéresse tout particulièrement à l'œuvre de Martin Scorsese. Elle a publié à son propos *Cities, Words and Images. From Poe to Scorsese*, Palgrave MacMillan, 2003. Ce texte est un extrait de l'article « Étonnement et souvenir chez Scorsese », paru dans *Critique*, n° 763, décembre 2010.

[...] Le but de l'art est-il la convenue qui nous pacifie ou la secousse qui nous ébranle ? Je rentre chez moi après avoir bien aimé *Ghost Writer* et le film disparaît de ma mémoire, tandis que *Shutter Island* flotte toujours dans ma tête, par scènes, par bouts, par interrogations, par doutes, par projections mentales visuelles et auditives, l'envie me prend alors de le revoir, encore et encore, pour ainsi dire de posséder le film. Comme un poème que j'aime, j'ai envie de le connaître par cœur sans m'attarder sur ses défauts.

Shutter Island parle d'un personnage hanté par le souvenir de la guerre, des massacres nazis et américains, de la mort de sa femme dans un incendie, de ses propres crimes réels, de ses fabulations construites pour cacher (là aussi il y a un volet, *shutter*, qui se ferme) l'événement insupportable : le meurtre de ses enfants par la main de sa femme et celui de sa femme par sa main. Surtout, le film parle à travers la mémoire des films, des plans qui ont frappé l'imagination du metteur en scène, images qui lui remplissent le cerveau et qui l'habitent non pas comme des citations épelées avec l'indifférence postmoderne, ni comme des allusions savantes, mais comme le souffle presque involontaire de qui s'est nourri de cinéma et encore de cinéma depuis son enfance, depuis toujours, depuis des impressions inaliénables, depuis les découvertes des grands films, ainsi que de films oubliés, sans compter les redécouvertes à l'occasion des livres que Scorsese publie et des films qu'il fait voir à la troupe de tournage. Le nouveau jaillit des transformations de l'ancien.

Baudelaire le disait à propos de Delacroix : son art vient du souvenir et parle au souvenir – souvenirs de ses obsessions, images qui l'envahissent, venant de la vie de tous les jours, de la nature que le peintre feuillette comme un dictionnaire, des impressions de ses lectures, des œuvres des maîtres de la peinture. Alors on est tenté de contredire le critique Jonathan Romney¹ et de suggérer que « le cocktail enivrant » de références dans *Shutter Island* est, comme il le dit dans *The Independent*, « une chimère », non pas « grotesque », mais

1. J. Romney, « Shutter Island, Martin Scorsese », *The Independent on Sunday*, 14 mars 2010. En France les critiques sont plus positives ; voir J. Mandelbaum, « *Shutter Island* : le labyrinthe pour polar mental », *Le*



Photo : affiche du film Shutter Island, DR

puissante comme une symphonie et capable au contraire de conjuguer plusieurs instruments et surtout deux forces opposées qui sont rarement unies et qui, en dépit de quelques bavures, marquent l'envol du projet artistique de Scorsese.

Shutter Island, comme beaucoup d'œuvres du cinéaste, semble confirmer la double hypothèse d'un regard innocent, ouvert à la surprise et d'un regard

Comme pour Delacroix, l'étonnement et la mémoire adviennent en même temps.

consommé, dense, riche en souvenirs filmiques. Ces deux forces, ces deux regards dirigent le réalisateur et emportent aussi le spectateur. Comme pour Delacroix, l'étonnement et la mémoire adviennent en même temps.

La première force consiste à toujours croire, comme les *Monde*, 23 février 2010, qui réfute les accusations contre le film, « par exemple l'in vraisemblance et le kitsch du film. Ou bien son renversement final qui se joue du spectateur, procédé réputé indigne du grand art. »

pionniers du cinéma, qu'il existe un émerveillement initial face au médium et que cet émerveillement peut persister à travers le temps. Pour cela, il faut que le metteur en scène conçoive en partie de s'adresser à des spectateurs naïfs. Supposons ces spectateurs : ils entreraient dans la salle de cinéma et, au début de *Shutter Island*, leurs gestes et leurs émotions seraient probablement les mêmes que ceux des hommes et des femmes qui, en

janvier 1896, virent pour la première fois *L'Arrivée d'un train à la Ciotat* des frères Lumière ; par un réflexe instinctif de peur, ils chercheraient à se protéger de ce qui est plus vaste que le corps humain, qui est en mouvement et qui se précipite hors de l'écran sur nous, ou bien nous aspire vers l'écran comme dans un puits. Dans les premiers plans de *Shutter Island*, le son – la symphonie n° 3 (*Passacaglia*) de Krzysztof Penderecki – émane de la matière elle-même, de la brume, de la corne de brume, du bateau, des vagues, de tous

les éléments physiques, qu'ils soient naturels ou techniques. Le spectateur est assailli par le brouillard, le mal de mer et l'eau, comme s'ils étaient réels, et l'acteur qu'on voit vomir dans des toilettes, plutôt que de garantir l'entrée dans l'histoire, n'est que la forme humaine concrète du malaise en mer et l'annonce d'un mal plus grave qui atteint l'âme. Le spectateur est, devient ce corps souffrant. Enfin, dans un mélange de nausée, de frayeur et de hâte, il pousse le soupir irrésistible du voyageur sentant enfin le bateau approcher la côte de l'île qui soudainement remplit ses yeux, terre trempée du même présage de tempête que le ciel – terre sombre, rocheuse, humide, livide, épouvantable dans sa masse colossale.

Certes, cet hypothétique spectateur innocent dont l'être entier serait avalé par l'écran, n'existe plus depuis longtemps. Nous sommes blasés et, dans un monde saturé d'images, rien n'est plus supposé nous surprendre. Pourtant, dans le « comme si » de la fiction, dans le pacte qui s'instaure entre le spectateur et l'écran dans les premières

minutes du film projeté en salle, l'étonnement des débuts rejaillit devant la pellicule et l'archétype de la vision sollicitée par les premiers films du monde se réveille en nous, ne fût-ce que pour quelques instants. Cette impression resurgit devant des plans heureux et parsème de moments de *punctum* le flux du visionnement. Certes, pour viser à un tel étonnement au XXI^e siècle, il faut que la caméra marque la profondeur des plans, faisant pour ainsi dire gicler les formes, les couleurs et le mouvement dans la perception du spectateur par un jeu d'éloignements et de rapprochements, comme si l'écran fuyait en arrière ou se précipitait en avant.

On renverse alors la conjecture : ceux qui ne ressentent pas la violence du début de ce film, ceux qui n'admettent pas le *awe* (terreur, émerveillement et admiration à la fois) du sublime, les sceptiques modernes, n'auraient-ils pas bloqué en eux les traces anthropologiques du voir et de l'entendre réactivées par les moyens du cinéma ? Depuis toujours, le sublime et le spectaculaire se côtoient et se font contraste, mais dans ce qui est de l'ordre des sens primordiaux, de leur inconscient, comment faire exactement le partage ? Les spectateurs hyper-civilisés qui n'acceptent pas la « *suspension of disbelief* » (la suspension de l'incrédulité, la foi poétique) ne peuvent que trouver ridicule *Shutter Island*, une fois cette humeur déclenchée, leur disposition est négative et ils se doivent de dénigrer le film, voyant un objet de raillerie dans la dimension tragique de la perception et des cauchemars du protagoniste. Ils préfèrent sans doute la comédie new-yorkaise de Woody Allen, pour qui la pellicule n'est qu'une manière de filmer un théâtre d'acteurs bavards et de situations cocasses, au regard passionné de Scorsese, metteur en scène vorace de toute la matière du monde, enfant amoureux de cartes, d'estampes et de cinéma. Car, pour lui, l'univers – et l'univers du cinéma – est égal à son vaste appétit : semblable aux artistes que Baudelaire vénère, il jette sur les êtres et les choses un regard avide « pour lequel aucun aspect de la vie n'est émué² », et il confie à son art le soin de penser le monde. [...]

2. Charles Baudelaire, *Le Peintre de la vie moderne*, dans Œuvres complètes II, Paris, Gallimard, coll. « La Bibliothèque de la Pléiade », 1975, p. 651 (Baudelaire souligne).